

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1349

[2009/201609]

12 FEVRIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées et divers arrêtés du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles et intégrales

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets notamment les articles 3, *8bis* et 11;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement notamment les articles 3, alinéa 4, 4, 5, 7 à 9, 21, alinéa 3, et 87, alinéa 3;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement notamment l'article D.66, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri de déchets métalliques recyclables, des installations de regroupement, de tri ou de récupération de pièces de véhicules hors d'usage, des centres de démantèlement et de dépollution des véhicules hors d'usage et des centres de destruction de véhicules hors d'usage et de traitement des métaux ferreux et non ferreux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux parcs à conteneurs pour déchets ménagers;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux parcs à conteneurs pour déchets ménagers;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux stockages temporaires sur chantier de construction ou de démolition de déchets non triés visés à la rubrique 45.92.01;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri, de pré-traitement et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2005 déterminant les conditions sectorielles relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1 500 kVA;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri d'huiles usagées;

Considérant qu'il convient d'abroger l'article *3bis* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, définissant la notion d'habitation existante; qu'en effet, cette disposition a perdu sa pertinence avec l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées; que la notion d'habitation existante est dorénavant définie dans les notes de bas de page des rubriques agricoles;

Considérant qu'il convient de préciser le champ d'application de la rubrique 40.10.01.01.02 pour ne viser les transformateurs statiques d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1 500 kVA que s'ils sont reliés à une installation électrique; en conséquence, les transformateurs statiques non reliés à une installation électrique (par exemple le stockage) ne sont pas classés;

Considérant que conformément à la rubrique 45.92.01, qui vise les "installations nécessaires à un chantier de construction ou de démolition", sont soumis à déclaration les "stockages temporaires de déchets à l'exception des stockages de déchets faisant l'objet d'un tri ou d'une séparation minimum entre les déchets dangereux, non dangereux et inertes"; que cette formulation est problématique dans la mesure où les mots soulignés ci-dessus sont en contradiction avec l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux stockages temporaires sur chantier de construction ou de démolition de déchets non triés visés à la rubrique 45.92.01;

Considérant, en effet, que les articles 10 et 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 imposent un tri des déchets afin d'en isoler les déchets autres qu'inertes; que l'exploitant d'un chantier de construction ou de démolition se voit ainsi pris entre deux dispositions contraires, l'une (la rubrique 45.92.01) ne s'appliquant à son établissement que dans l'hypothèse où il ne procède pas au tri de ses déchets, l'autre (les conditions intégrales correspondant à cette rubrique) l'obligeant à trier ces mêmes déchets;

Considérant, en conséquence, qu'il convient, dans un souci de bonne gestion des déchets sur chantier, de supprimer les mots soulignés afin d'appliquer l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 à l'ensemble des établissements visés par la rubrique 45.92.01, et ce même dans l'hypothèse où un tri entre les déchets dangereux, non dangereux et inertes est organisé sur un chantier;

Considérant qu'il convient d'ajouter une nouvelle rubrique 61.20.03 relative aux ports de commerce, quais de chargement et de déchargement reliés à la terre et avant-ports (à l'exclusion des quais pour transbordeurs) accessibles à des bateaux de plus de 1 350 tonnes afin de transposer littéralement le point 8 de l'annexe I^{er} de la Directive 85/337/CE du Conseil du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement; qu'en conséquence, il convient d'exclure ces installations du champ d'application de la rubrique 61.20.01 relative à la construction de ports et d'installations portuaires capables d'accueillir 25 bateaux, y compris les ports de pêche;

Considérant que l'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion implique le stockage temporaire de déchets visés par une obligation de reprise par les détaillants, distributeurs, producteurs ou importateurs; que la rubrique actuelle 90.21 relative aux centres de regroupement et de tri de déchets pourrait s'appliquer à tous les exploitants stockant des déchets soumis à obligation de reprise et que, dans le cas où ces déchets sont classés dangereux, dès le premier gramme regroupé, le site relèverait de la classe 2; que l'arrêté du 25 avril 2002 identifie précisément les détaillants tenus de reprendre les biens usagés en échange généralement de l'achat de biens neufs, la première

opération de collecte se situant dans ce cas au départ de ces détaillants, et dans un but de valorisation; que ces détaillants sont répertoriés par les organismes de gestion des obligations de reprise et sont renseignés à l'Office wallon des déchets; que les modalités de reprise des biens usagés sont encadrées par ce régime spécifique; qu'en conséquence, une modification est apportée à l'intitulé à la rubrique 63.12.05 pour les détaillants exclusives;

Considérant qu'actuellement, la rubrique 37 et ses sous-rubriques relatives aux déchets sont reprises sous l'intitulé "Regroupement, tri, récupération de matières recyclables" et les rubriques 90.21 sous l'intitulé "Centre de regroupement et de tri de déchets destinés à l'élimination"; que cette distinction sous-entend que l'on peut se trouver en présence d'une part, de centres où l'on ne regroupe que des déchets destinés à l'élimination et, d'autre part, de centres où l'on ne regroupe que des déchets destinés à être recyclés;

Considérant que cette distinction ne correspond pas aux activités réelles des installations de regroupement où des déchets destinés à être éliminés ainsi que des déchets destinés à être valorisés peuvent s'y trouver; qu'en effet, il se peut qu'une catégorie de déchets destinés aujourd'hui à l'élimination parte demain en valorisation; qu'à cet égard, il convient de regrouper les rubriques 37 avec les rubriques 90.2 et ce, dans un souci de cohérence, de simplification et de lisibilité de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 susvisé;

Considérant, dans cette optique, que certaines rubriques ne comportant pas de seuils s'en trouvent désormais pourvus alors que d'autres voient leurs seuils modifiés et ce, afin de répondre aux réalités du terrain détaillées ci-après;

Considérant, de même, qu'il convient de ne plus définir les seuils des installations de regroupement en capacité annuelle de traitement mais en capacité maximale de stockage temporaire; qu'en effet, la capacité annuelle de traitement est un critère pertinent lorsqu'il s'agit d'évaluer la taille d'une installation de prétraitement, de valorisation ou d'élimination de déchets; qu'il est possible, soit de manière expérimentale, soit sur la base des plans de l'installation, de déterminer la quantité maximale de déchets que l'on peut traiter pendant une unité de temps (heure, jour) et ensuite convertir cette valeur en capacité annuelle;

Considérant, par contre, que lorsqu'il s'agit d'une activité de regroupement de déchets impliquant que des déchets entrent dans une installation, y restent un moment, éventuellement soient reconditionnés et, enfin, soient expédiés vers une nouvelle destination, il est extrêmement difficile de pouvoir estimer le taux de rotation de ces déchets; que ce taux de rotation dépend pour une grande part de l'évolution du marché: quantités de déchets produits, disponibilité des filières de traitement; que ce critère ne peut être déterminé lors de la délivrance du permis d'environnement;

Considérant, en conséquence, que si l'on continue à se baser sur la capacité de traitement pour définir les seuils de ces installations de regroupement, deux installations identiques pourraient être classées différemment alors que les impacts liés aux quantités stockées sont les mêmes;

Considérant que les dépouilles d'animaux de compagnie constituent des matières de catégorie 1 au sens de l'article 4, § 1^{er}, point iii), du Règlement (CE) n° 1774/2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine; que les matières de catégorie 1 constituent en principe la classe de risque le plus important en termes de protection de la chaîne alimentaire; que cela étant, il importe de préciser que la classification des dépouilles d'animaux de compagnie en catégorie 1 a pour seul but d'empêcher la production d'aliments pour bétail à partir de ces dépouilles; que cela ne signifie nullement que ces dépouilles présentent systématiquement un risque sanitaire; que les animaux familiers qui présenteraient des signes cliniques de maladies graves transmissibles à l'homme ou aux autres espèces animales (par exemple la rage) font l'objet d'une obligation de notification et sont gérées suivant des prescriptions particulières très strictes;

Considérant, en sus, que le Règlement 1774/2002 permet, en son article 24, § 1^{er}, point a), à l'autorité compétente (dans ce cas, la Région) de déroger aux dispositions générales de l'article 4, § 2, pour ce qui concerne la gestion des matières de catégorie 1: "les cadavres d'animaux familiers peuvent être éliminés directement comme déchets par enfouissement";

Considérant que l'organisation de la gestion des dépouilles d'animaux de compagnie - hors contexte de l'enterrement - repose sur le système mis en place à l'instigation d'une société privée en mai 2002; que différentes sociétés agréées collectent au moyen d'un équipement approprié (camionnettes + conteneurs étanches) les dépouilles, placées dans des sacs plastiques eux-mêmes étanches, auprès des particuliers ou des vétérinaires; que chez les vétérinaires, ces dépouilles sont généralement stockées dans un congélateur; que la collecte par les sociétés agréées a lieu sur une base régulière et qu'un vétérinaire ne stocke donc jamais un nombre important de dépouilles, dans une pratique normale de ses activités; que les dépouilles sont ensuite soit incinérées dans des crématoriums pour animaux de compagnie soit prises en charge par cette société privée;

Considérant que les vétérinaires sortent du champ d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 relatif aux déchets animaux (ce qui signifie notamment qu'ils ne sont pas soumis à l'obligation d'être agréés comme collecteur/transporteur et que le cabinet vétérinaire n'est pas considéré comme un lieu de regroupement de déchets animaux); que le problème qui se pose résulte de ce que les rubriques actuelles 37.20.10.01 (si l'on considère que le cabinet vétérinaire est malgré tout un centre de regroupement) ou 63.12.05.07 (si l'on considère que le cabinet vétérinaire est le lieu de production des "déchets" résultant des activités du vétérinaire) font référence aux matières de catégorie 1 visées à l'article 4, § 1^{er}, du Règlement 1774/2002; que ces rubriques entraînent un classement de l'activité en classe 2;

Considérant qu'au regard des éléments exposés ci-dessus, l'on peut estimer que ce classement est excessif et incongru; qu'il est proposé d'exclure les cabinets vétérinaires du champ d'application de ces rubriques; que ce raisonnement peut être maintenu pour tous les secteurs d'activité dont la vocation n'est pas de recueillir des cadavres d'animaux mais de les garder temporairement lorsque la mort survient; qu'il s'agit des rubriques visant les installations d'élevage ou d'engraissement relevant du secteur de l'agriculture, la détention d'animaux ne relevant pas du secteur de l'agriculture, les parcs zoologiques et les manèges; qu'en effet, la gestion de ces déchets est prévue dans les conditions sectorielles, intégrales et particulières de ces installations et activités;

Considérant qu'il convient que les parcs à conteneurs destinés à accueillir à titre principal des déchets ménagers puissent accepter également des déchets des P.M.E. et indépendants pour autant qu'une traçabilité des flux de manière précise et distincte des flux d'origine ménagère et professionnelle soit assurée et que le principe de couverture par les professionnels des coûts réels et complets des déchets apportés par ces mêmes professionnels soit garanti afin d'éviter des flux financiers croisés et d'assurer que les subsides alloués à l'implantation et l'exploitation des parcs pour la gestion spécifiquement des déchets des ménages soient exclusivement réservés à leur objet, conformément à l'arrêté du 13 décembre 2007 relatif au financement des installations de gestion des déchets (rubrique 90.21.12); que pour les parcs à conteneurs existants, le coût d'investissement à prendre en considération sera plus limité vu les amortissements déjà opérés; que les conditions intégrales et sectorielles sont complétées en conséquence;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents a introduit l'obligation pour les communes d'organiser un service de collecte des déchets d'amiante-ciment; que les parcs à conteneurs sont une modalité de collecte à disposition des communes; que pour faciliter le stockage, compte tenu de la place disponible dans les parcs à conteneurs, il y a lieu

d'élargir les modalités de conditionnement et de stockage des déchets d'amiante-ciment, tenant compte notamment des critères déjà appliqués par l'arrêté du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux chantiers d'enlèvement ou de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante; que les arrêtés du 26 août 2003 déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux parcs à conteneurs pour déchets ménagers sont complétés en conséquence sur ce point;

Considérant qu'il est opportun de modifier le seuil de classement de la rubrique 90.21.13 relative aux installations de regroupement destinées à la collecte sélective de déchets ménagers en soumettant à déclaration les établissements ayant une capacité de stockage supérieure ou égale à trois tonnes et inférieure ou égale à cinq tonnes; qu'en effet, le déclassement des installations ayant une capacité de stockage inférieure à trois tonnes est motivée par la constatation que ces établissements n'engendrent pas de nuisances environnementales; qu'en outre, ces installations, bien qu'elles ne soient plus soumises au régime relatif au permis d'environnement continuent à être encadrées d'un point de vue environnemental;

Considérant qu'en ce qui concerne les déchets d'emballage, ceux-ci sont soumis à l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballage; que cet accord de coopération prévoit que le responsable d'emballages peut charger un organisme agréé pour remplir les obligations de reprise lui incombant; que la demande d'agrément, lorsque celui-ci vise des déchets d'emballage d'origine ménagère, un modèle de convention établi dans le respect des plans régionaux des déchets et définissant, entre autres, les conditions environnementales entourant cette obligation de reprise; qu'enfin, un arrêté du Gouvernement wallon réglementant la collecte des textiles précisera le cadre de la collecte des textiles;

Considérant qu'il convient d'insérer une nouvelle rubrique 90.21.15 dans le projet d'arrêté et visant les installations de regroupement ou de tri de déchets d'amiante-ciment; ces déchets dangereux présentent peu de risque pour l'environnement; qu'en effet, l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante impose le double emballage de ces déchets fermés hermétiquement et pourvus de l'étiquette réglementaire indiquant la présence d'amiante;

Considérant qu'une nouvelle rubrique 90.21.16 est ajoutée pour viser spécifiquement les installations de regroupement de terres excavées hors de leur site de production; que les travaux de construction et les chantiers d'assainissement de sites pollués génèrent des quantités importantes de terres excavées; que cela nécessite dans certaines situations de pouvoir regrouper temporairement les terres avant leur évacuation selon les cas et leurs caractéristiques vers des centres de traitement ou des sites de valorisation;

Considérant qu'il convient de remplacer dans les rubriques 90.22.07 et 90.22.08 la référence aux termes "regroupement ou de tri" par "prétraitement" et ce, afin de rencontrer une plus grande cohérence avec les autres termes utilisés;

Considérant qu'il convient de supprimer l'ancienne rubrique 37.10.02 relative aux installations de regroupement, de tri ou de récupération de pièces de véhicules hors d'usage; qu'en effet, celle-ci constitue un doublon avec la rubrique 37.10.03 (nouvelle rubrique 90.22.14) relative aux centres de démantèlement et de dépollution de véhicules hors d'usage; qu'en conséquence, la rubrique 37.10.02 est intégrée dans la nouvelle rubrique 90.22.14;

Considérant qu'il est proposé, dans les rubriques 90.23, de remplacer le terme "traitement" par les notions de "valorisation et élimination"; qu'en effet, ces derniers termes font l'objet d'une définition légale visée dans le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, ce qui n'est pas le cas de la notion de traitement des déchets;

Considérant que la rubrique 90.23.04.02 est modifiée afin de répondre au prescrit du point 3 de l'annexe I^{re} de la Directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement; qu'en effet, ce point ne permet pas l'obtention d'un permis d'environnement de classe 2 pour les déchets dangereux éliminés par le producteur; que le projet d'arrêté garantit qu'une étude d'incidences est requise pour toute installation d'élimination de déchets dangereux par traitement chimique et toute installation d'élimination de déchets non dangereux par traitement chimique, d'une capacité de plus de 100 tonnes, visées respectivement aux points 9 et 10 de l'annexe I^{re} de la Directive 85/337/CEE (rubriques 90.23.14 et 90.23.04);

Considérant qu'il est opportun d'insérer une nouvelle rubrique relative aux installations de biométhanisation dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 susvisé; qu'à l'heure actuelle, cette activité est classée dans la rubrique 90.23.02 visant le traitement des déchets non dangereux; que, néanmoins, les acteurs concernés par ce type d'installation souhaitent une plus grande lisibilité et des conditions types; qu'en outre, cela peut être un stimulant dans le développement de cette activité (rubrique 90.23.15);

Considérant que l'augmentation des seuils des rubriques 90.23.01, 90.23.02 et 90.23.03 se justifie par la constatation de l'incohérence avec les rubriques 90.22.01, 90.22.02 et 90.22.03 relatives au prétraitement de ces mêmes déchets pour lesquelles les seuils sont respectivement de 200 000 t/an, 100 000 t/an et 100 000 t/an, ce qui représente (en supposant une activité constante répartie sur 200 journées de travail par an) : 1 000 t/jour, 500 t/jour et 500 t/jour; qu'en outre, le seuil initial pour les rubriques 90.23.01 et 90.23.02 n'était pas très logique puisque le seuil est le même pour des déchets inertes et des déchets non dangereux;

Considérant qu'il convient de modifier les rubriques 90.23.11.01 et 90.23.11.02 relatives aux installations de compostage (nouvelle rubrique 90.23.12) en augmentant le seuil maximum de la classe 3 de 100 m³ à 500 m³; que cette modification a pour objectif d'éviter aux exploitants agricoles produisant moins de 500 m³ de compost d'être soumis à la procédure d'instruction d'une demande de permis d'environnement et aux investissements conséquents et ce, dans un souci de cohérence avec la rubrique 01.49.01.03 (fixant le seuil du stockage de matières fertilisantes relevant du secteur de l'agriculture à 500 m³ pour la classe 3);

Considérant que les conditions d'exploitation en cours de préparation préciseront les matières pouvant être introduites dans ce type d'installation; que ces matières sont limitées aux déchets végétaux provenant des parcs et jardins, des communes, des ménages et aux effluents d'élevage; que, pour les exploitations agricoles, des dispositions complémentaires sont prévues pour s'assurer de la bonne utilisation des composts par rapport à la problématique de l'azote;

Considérant que, pour le seuil de 100 m³, l'on peut faire le calcul suivant :

La durée requise pour la fabrication d'un compost de qualité est d'environ six mois. L'on peut donc accepter deux lots de production par an.

La quantité de matière entreposée est de maximum 100 m³.

La réduction pondérale des matières qui sont compostées est de l'ordre de 2/3.

Comme il y a des matières à différents stades de compostage, l'on prendra, pour évaluer la production annuelle de composts, le coefficient 0,5.

La quantité de composts produite (densité 0,6 tonne/m³) est de :

$100 \text{ m}^3 \times 2 \times 0,5 \times 0,6 \text{ tonne/m}^3 = 60 \text{ tonnes de composts produit par an.}$

Teneur en azote : 1,5 % de matière brute.

Flux d'azote correspondant : $60 \text{ tonnes} \times 0,015 = 0,9 \text{ tonnes d'azote ou } 900 \text{ kg d'N.}$

Épandage autorisé :

- en prairie : 230 kg/an;
- en culture : 115 kg/an.

Surfaces correspondantes pour épandre le compost produit :

- en prairie : $900/230 = 3,913$ ha soit 4 ha;
- en culture : $900/115 = 7,826$ ha soit 8 ha;

Considérant que ces chiffres montrent que les possibilités d'épandage sont donc limitées; qu'ils correspondent à des exploitations agricoles de petite taille; que si l'agriculteur composte les effluents d'élevage de son exploitation agricole, la capacité d'accueil des déchets végétaux exogènes à son exploitation sera encore réduite d'autant car la quantité d'azote qu'il peut produire par compostage sera très vite atteinte; que, pourtant, l'agriculteur doit pouvoir composter ses effluents d'élevage car cette solution est intéressante sur les plans agronomique et environnemental;

Considérant que la rentabilité de ces installations est loin d'être garantie; qu'en effet, les investissements ne pourront être amortis que sur des petites quantités; que garder le seuil de 100 m^3 est donc pénalisant pour les exploitations agricoles d'une certaine taille capables d'investir dans le compostage à la ferme; qu'en augmentant le seuil à 500 m^3 , les surfaces épandables calculées dans les mêmes hypothèses sont de 20 ha de prairies et de 40 ha de terres de culture, ce qui laisse des possibilités intéressantes à la majorité des exploitations agricoles;

Considérant qu'il convient d'apporter une modification purement formelle aux sous-rubriques 90.24 afin de viser également les installations de co-incinération comme mentionnées dans l'intitulé de la rubrique 90.24;

Considérant qu'il convient de corriger de manière purement formelle certains arrêtés du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives à la gestion des déchets et ce, dans un souci de rationalité avec les modifications proposées ci-dessus;

Considérant qu'il est jugé opportun de modifier l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2005 déterminant les conditions sectorielles relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1 500 kVA afin de répondre à certaines évolutions de la matière;

Vu l'avis 43.984/4 du Conseil d'Etat donné le 23 janvier 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées est abrogé.

Art. 2. La rubrique 37 et ses sous-rubriques de l'annexe I^{re} du même arrêté sont supprimées.

Art. 3. A la rubrique 40.10.01.01, les mots "relié à une installation électrique" sont insérés entre les mots "statique" et "d'une".

Art. 4. La rubrique 45.92.01, les mots "à l'exception des stockages de déchets faisant l'objet d'un tri ou d'une séparation minimum entre les déchets dangereux, non dangereux et inertes." sont supprimés.

Art. 5. L'intitulé de la rubrique 61.20.01 est complété par les mots "à l'exclusion des installations visées sous 61.20.03".

Art. 6. La rubrique 61.20.03 est ajoutée comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
61 TRANSPORTS PAR EAU						
61.2 TRANSPORTS FLUVIAUX						
61.20 Transports fluviaux						
61.20.03 Ports de commerce, quais de chargement et de déchargement reliés à la terre et avant-ports (à l'exclusion des quais pour transbordeurs) accessibles à des bateaux de plus de 1 350 tonnes		X	DNF, MET-DG II			

Art. 7. L'intitulé de la rubrique 63.12.05 est remplacé par l'intitulé suivant : "Déchets situés sur le site de production ou stockés par un détaillant dans le cadre d'une obligation de reprise de déchets en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion."

Art. 8. La rubrique 90.21 et ses sous-rubriques sont remplacées par ce qui suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
90 ASSAINISSEMENT, VOIRIE ET GESTION DES DECHETS						
90.2 Déchets						
90.21 Centre de regroupement et de tri de déchets						
90.21.01 Installation de regroupement ou de tri de déchets inertes tels que définis à l'article 2, 6 ^o , du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets						
90.21.01.01 lorsque la capacité de stockage est inférieure ou égale à 30 t	3					
90.21.01.02 lorsque la capacité de stockage est supérieure à 30 t	2		OWD			

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
90.21.02 Installation de regroupement ou de tri de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées sous 90.21.11, 90.21.12, 90.21.13 et 90.21.15 90.21.02.01 lorsque la capacité de stockage est inférieure ou égale à 15 t	3					
90.21.02.02 lorsque la capacité de stockage est supérieure à 15 t	2		OWD			
90.21.03 Installation de regroupement ou de tri de déchets ménagers, tels que définis à l'article 2, 2°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de déchets de classe A tels que définis à l'article 1 ^{er} , 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé, à l'exclusion des installations visées sous 90.21.11	2		OWD			
90.21.04 Installation de regroupement ou de tri de déchets dangereux tels que définis à l'article 2, 5°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à l'exclusion des installations visées sous 90.21.11, 90.21.13, 90.21.14 et 90.21.15 90.21.04.01 lorsque la capacité de stockage est inférieure ou égale à 50 t	2		OWD			
90.21.04.02 lorsque la capacité de stockage est supérieure à 50 t	1	X	OWD			
5. Installation de regroupement ou de tri d'huiles usagées tels que définies à l'article 1 ^{er} , 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées à l'exclusion des installations visées sous 90.21.11 90.21.05.01 lorsque la capacité de stockage est inférieure ou égale à 50 t	2		OWD			
90.21.05.02 lorsque la capacité de stockage est supérieure à 50 t	1	X	OWD			
90.21.06 Installation de regroupement ou de tri de PCB/PCT tels que définis à l'article 1 ^{er} , 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux polychlorobiphényles ou de polychloroterphényles : 90.21.06.01 lorsque la capacité de stockage est inférieure ou égale à 20 t	2		OWD			
90.21.06.02 lorsque la capacité de stockage est supérieure à 20 t	1	X	OWD			
90.21.07 Installation de regroupement ou de tri de sous-produits animaux de catégorie 3 tels que définis à l'article 6, § 1 ^{er} , points a) à k) du Règlement n° 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine 90.21.07.01 lorsque la capacité de stockage est inférieure ou égale à 300 t	2		OWD			
90.21.07.02 lorsque la capacité de stockage est supérieure à 300 t	1	X	OWD			
90.21.08 Installation de regroupement ou de tri de sous-produits animaux de catégorie 2 ou 1 tels que respectivement définis à l'article 5, § 1 ^{er} , points b) à g) et à l'article 4, § 1 ^{er} , points a) à d) et f) du Règlement n° 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine à l'exclusion des cabinets vétérinaires et des installations et activités visées sous 01.2, 01.3, 92.53.01 et 92.61.09.02 90.21.08.01 lorsque la capacité de stockage est inférieure ou égale à 50 t	2		OWD			
90.21.08.02 lorsque la capacité de stockage est supérieure à 50 t	1	X	OWD			
90.21.09 Installation de regroupement ou de tri de déchets de classe B1 tels que définis à l'article 1 ^{er} , 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé 90.21.09.01 lorsque la capacité de stockage est inférieure à 1 t	3					
90.21.09.02 lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 1 t	2		OWD			
90.21.10 Installation de regroupement ou de tri de déchets de classe B2 tels que définis à l'article 1 ^{er} , 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé : 90.21.10.01 lorsque la capacité de stockage est inférieure à 250 kg	3					

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
90.21.10.02 lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 250 kg	2		OWD			
90.21.11 Parc à conteneurs pour déchets ménagers et, le cas échéant, pour déchets des P.M.E., tels que définis à l'article 2, 2 ^o , du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en ce compris le dépôt de déchets spéciaux des ménages; 90.21.11.01 d'une superficie inférieure à 2 500 m ²	3					
90.21.11.02 d'une superficie supérieure ou égale à 2 500 m ²	2		OWD			
90.21.12 Installation de regroupement destinée à la collecte sélective de déchets ménagers tels que définis à l'article 2, 2 ^o , du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, telles que bulles à verre, à papiers, à cartons, à plastiques, à textiles,... 90.21.12.01 lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 3 t et inférieure ou égale à 5 t	3					
90.21.12.02 lorsque la capacité de stockage est supérieure à 5 t	2		OWD			
90.21.13 Installation de regroupement ou de tri de déchets d'équipements électriques et électroniques	2		OWD			
90.21.14 Installation de regroupement ou de tri de déchets d'amiante-ciment	2		OWD			
90.21.15 Installation de regroupement de terres excavées hors site de production 90.21.15.01 lorsque la capacité de stockage est inférieure à 30 t	3					
90.21.15.02 lorsque la capacité de stockage est supérieure ou égale à 30 t	2		OWD			

Art. 9. Dans l'intitulé de la rubrique 90.22, les mots "et de récupération" sont insérés entre les mots "prétraitement" et "de".

Art. 10. Les rubriques 90.22.07 et 90.22.08 sont remplacées par ce qui suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
90 ASSAINISSEMENT, VOIRIE ET GESTION DES DECHETS						
90.2 Déchets						
90.22 Centre de prétraitement et de récupération des déchets						
90.22.07 Installation de prétraitement de sous-produits animaux de catégorie 3 tels que définis à l'article 6, § 1 ^{er} , points <i>a</i>) à <i>k</i>) du Règlement n° 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine, lorsque la capacité de prétraitement est : 90.22.07.01 inférieure à 100 000 t/an	2		OWD	2	2	
90.22.07.02 supérieure ou égale à 100 000 t/an	1	X	OWD	2	2	
90.22.08 Installation de prétraitement de sous-produits animaux de catégorie 2 ou 1 tels que respectivement définis à l'article 5, § 1 ^{er} , points <i>b</i>) à <i>g</i>), et à l'article 4, § 1 ^{er} , points <i>a</i>) à <i>d</i>) et <i>f</i>) du Règlement n° 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine	1	X	OWD			

Art. 11. Les rubriques 90.22.14 et 90.22.15 sont ajoutées comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
90.2 Déchets						
90.22 Centre de prétraitement et de récupération de déchets						
90.22.14 Centre de démantèlement, de dépollution de véhicules hors d'usage ²⁰ et de récupération de pièces de véhicules hors d'usage ²⁰	2		OWD			
90.22.15 Centre de destruction des véhicules hors d'usage ²⁰ et de prétraitement des métaux ferreux et non ferreux	2		OWD			

²⁰ Véhicule hors d'usage : tout véhicule qui ne peut plus être utilisé conformément à sa destination initiale, à l'exclusion d'un véhicule qui fait l'objet d'un litige sur lequel il reste à statuer, par exemple :

→ tout véhicule dont l'état technique ne lui permet plus de voler, de naviguer ou de circuler sur la voie publique, les rails ou les voies navigables;

→ tout véhicule non immatriculé.

Ne sont pas considérés comme véhicules hors d'usage :

→ les véhicules de collection entreposés dans un local fermé qui leur est réservé;

→ les véhicules exclusivement réservés au transport sur chemins et chantiers privés;

→ les véhicules réservés aux activités didactiques, d'exposition ou de commémoration;

→ les véhicules du marché d'occasions.

Art. 12. La rubrique 90.23 et ses sous-rubriques sont remplacées par ce qui suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
90 ASSAINISSEMENT, VOIRIE ET GESTION DES DECHETS						
90.2 Déchets						
90.23 Centre de valorisation ou d'élimination de déchets, à l'exclusion des installations d'incinération et des centres d'enfouissement technique						
90.23.01 Installation de valorisation ou d'élimination de déchets inertes tels que définis à l'article 2, 6°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, d'une capacité de traitement 90.23.01.01 inférieure à 1 000 t/jour	2		OWD	2	2	
90.23.01.02 supérieure ou égale à 1 000 t/jour	1	X	OWD	2	2	
90.23.02 Installation de valorisation ou d'élimination de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations de compostage et de biométhanisation et des installations visées sous 90.23.03 et 90.23.14, d'une capacité de traitement 90.23.02.01 inférieure à 500 t/jour	2		OWD	2	2	
90.23.02.02 supérieure ou égale à 500 t/jour	1	X	OWD	2	2	
90.23.03. Installation d'élimination de déchets non dangereux par traitement chimique tel que défini à l'annexe II point D9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, d'une capacité supérieure à 100 t/jour	1	X	OWD			
90.23.04 Installation de valorisation ou d'élimination de déchets ménagers tels que définis à l'article 2, 2°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à l'exclusion des installations de compostage et de biométhanisation, d'une capacité de traitement 90.23.04.01 inférieure à 500 t/jour	2		OWD			
90.23.04.02 supérieure ou égale à 500 t/jour	1	X	OWD			
90.23.05 Installation de valorisation ou d'élimination de déchets dangereux tels que définis à l'article 2, 5°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à l'exclusion des installations visées sous 90.23.14	1	X	OWD			
90.23.06 Installation de valorisation ou d'élimination d'huiles usagées telles que définies à l'article 1 ^{er} , 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées	1	X	OWD			
90.23.07 Installation d'élimination de PCB/PCT tels que définis à l'article 1 ^{er} , 1°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux polychlorobiphényles ou de polychloroterphényles	1	X	OWD			
90.23.08 Installation de valorisation ou d'élimination de sous-produits animaux de catégorie 3 tels que définis à l'article 6, § 1 ^{er} , points a) à k) du Règlement n° 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine, à l'exclusion des installations de compostage et de biométhanisation, lorsque la capacité de traitement est 90.23.08.01 inférieure à 100 t/jour	2		OWD			
90.23.08.02 supérieure ou égale à 100 t/jour	1	X	OWD			
90.23.09 Installation de valorisation ou d'élimination de sous-produits animaux de catégorie 2 ou 1 tels que respectivement définis à l'article 5, § 1 ^{er} , points b) à g), et à l'article 4, § 1 ^{er} , points a) à d) et f) du Règlement n° 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine, à l'exclusion des installations de compostage et de biométhanisation	1	X	OWD			

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
90.23.10 Installation de valorisation ou d'élimination de déchets de classe A tels que définis à l'article 1 ^{er} , 4 ^o , de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé, à l'exclusion des installations de compostage et de biométhanisation	2		OWD			
90.23.11 Installation de valorisation ou d'élimination de déchets de classe B1 tels que définis à l'article 1 ^{er} , 5 ^o , de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé	2		OWD			
90.23.12 Installation de compostage lorsque la quantité de matière entreposée est 90.23.12.01 supérieure ou égale à 10 m ³ et inférieure ou égale à 500 m ³	3					
90.23.12.02 supérieure à 500 m ³ et inférieure ou égale à 40 000 m ³	2		OWD			
90.23.12.03 supérieure ou égale à 40 000 m ³	1	X	OWD			
90.23.13 Installation de valorisation ou d'élimination des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage telles que définies à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage et de curage d'une capacité de traitement			OWD			
90.23.13.01 inférieure à 100 t/jour	2					
90.23.13.02 supérieure ou égale à 100 t/jour	1	X	OWD			
90.23.14 Installation de valorisation ou d'élimination de déchets électriques et électroniques	2		OWD			
90.23.15 Installation de biométhanisation						
90.23.15.01 traitant des sous-produits animaux au sens de l'article 2 du Règlement (CE) n° 1774/2002 du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine, lorsque la capacité de traitement est			OWD			
90.23.15.01.01 inférieure ou égale à 100 t/jour	2					
90.23.15.01.02 supérieure à 100 t/jour	1	X	OWD			
90.23.15.02 traitant des déchets autres que des sous-produits animaux, notamment des déchets d'origine végétale et des boues de station d'épuration,...., lorsque la capacité de traitement est			OWD			
90.23.15.02.01 inférieure ou égale à 500 t/jour	2					
90.23.15.02.02 supérieure à 500 t/jour	1	X	OWD			

Art. 13. Dans les sous-rubriques 90.24, les mots "et de co-incinération" sont insérés après les mots "installation d'incinération".

Art. 14. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri de déchets métalliques recyclables, des installations de regroupement, de tri ou de récupération de pièces de véhicules hors d'usage, des centres de démantèlement et de dépollution des véhicules hors d'usage et des centres de destruction de véhicules hors d'usage et de traitement des métaux ferreux et non ferreux, le mot "recyclables" est supprimé.

Art. 15. Dans l'article 2 du même arrêté, les mots "37.10.01, 37.10.02, 37.10.03 et 37.10.04" sont remplacés par les mots "90.21.02.02 en ce qui concerne les déchets métalliques, 90.22.14 et 90.22.15".

Art. 16. Dans l'article 40 du même arrêté, les mots "37.10.02 et 37.10.03" sont remplacés par les mots "90.22.14".

Art. 17. Dans l'article 78 du même arrêté, le mot "37.10.04" est remplacé par le mot "90.22.15".

Art. 18. A l'article 46 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service, sont apportées les modifications suivantes :

1. au point 1^o, les mots "19bis, § 3" sont supprimés;

2. un point 8^o est ajouté comme suit :

« 8^o l'article 19bis, § 3, ne s'applique aux établissements existants qu'à partir du premier contrôle périodique. »

Art. 19. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux parcs à conteneurs pour déchets ménagers, le mot "37.20.05.02" est remplacé par le mot "90.21.11.02".

Art. 20. Dans le même arrêté, après l'article 33, une section 4 est introduite, libellée comme suit :

« Section 4. — Déchets des P.M.E.

Art. 33bis. Lorsque le parc à conteneurs accueille des déchets des P.M.E., les déchets font l'objet dès leur entrée dans le parc d'une identification spécifique en nature et quantité, par entreprise.

Le coût de la gestion de ces déchets, en ce compris les coûts d'investissements et les frais d'exploitation du parc à conteneurs, subsides inclus, sont intégralement répercutés sur les professionnels ou, dans les cas prévus par la réglementation, sur les obligataires de reprise. »

Art. 21. Dans l'article 39 du même arrêté, avant les mots "est exclusivement réservé" sont ajoutés les mots "ou un espace clairement délimité". L'article est complété comme suit :

« Un panneau précise la procédure et le conditionnement requis pour le dépôt d'asbeste-ciment. Lorsque l'asbeste ciment est conditionné et stocké en sacs de faible dimension, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que les particuliers ne cassent pas préalablement les matériaux, notamment en prévoyant des contenants de dimension suffisante, en facilitant le dépôt de ces déchets, et en donnant des recommandations adéquates. Les sacs ont une double paroi, la paroi interne étant en polyéthylène transparent (épaisseur d'au moins 80 µm) et la paroi externe en polypropylène tressé (épaisseur supérieure à 200 µm ou dont la paroi est constituée de bandelettes de polypropylène laminé d'un poids minimum de 100 g/m²). Les sacs et conteneurs sont pourvus d'un marquage permettant d'identifier la nature, la composition, la quantité et la dangerosité des déchets. »

Art. 22. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux parcs à conteneurs pour déchets ménagers, le mot "37.20.05.01" est remplacé par le mot "90.21.11.01".

Art. 23. Dans le même arrêté, après l'article 33, une section 4 est introduite, libellée comme suit :

« Section 4. — Déchets des P.M.E.

Art. 33bis. Lorsque le parc à conteneurs accueille des déchets des P.M.E., les déchets font l'objet dès leur entrée dans le parc d'une identification spécifique en nature et quantité, par entreprise.

Le coût de la gestion de ces déchets, en ce compris les coûts d'investissements et les frais d'exploitation du parc à conteneurs, subsides inclus, sont intégralement répercutés sur les professionnels ou, dans les cas prévus par la réglementation, sur les obligataires de reprise. »

Art. 24. A l'article 16 du même arrêté, le dernier alinéa est modifié comme suit :

« Dans le cas où le parc à conteneurs accepte des déchets d'asbeste-ciment, un panneau est apposé devant le conteneur ou l'espace qui est exclusivement réservé à leur stockage. Ce panneau fixe la procédure et le conditionnement pour le dépôt d'asbeste-ciment. Lorsque l'asbeste ciment est conditionné et stocké en sacs de faible dimension, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que les particuliers ne cassent pas préalablement les matériaux, notamment en prévoyant des contenants de dimension suffisante, en facilitant le dépôt de ces déchets, et en donnant des recommandations adéquates. Les sacs ont une double paroi, la paroi interne étant en polyéthylène transparent (épaisseur d'au moins 80 µm) et la paroi externe en polypropylène tressé (épaisseur supérieure à 200 µm ou dont la paroi est constituée de bandelettes de polypropylène laminé d'un poids minimum de 100 g/m²). Les sacs et conteneurs sont pourvus d'un marquage permettant d'identifier la nature, la composition, la quantité et la dangerosité des déchets. »

Art. 25. Dans le même arrêté, après l'article 33, une section 4 est introduite, libellée comme suit :

« Section 4. — Déchets des P.M.E.

Art. 33bis. Lorsque le parc à conteneurs accueille des déchets des P.M.E., les déchets font l'objet dès leur entrée dans le parc d'une identification spécifique en nature et quantité, par entreprise.

Le coût de la gestion de ces déchets, en ce compris les coûts d'investissements et les frais d'exploitation du parc à conteneurs, subsides inclus, est intégralement répercuté sur les professionnels. »

Art. 26. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux stockages temporaires sur chantier de construction ou de démolition de déchets non triés visés à la rubrique 45.92.01, les mots "non triés" sont supprimés.

Art. 27. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri, de pré-traitement et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les mots "37.10.05, 37.20.12" sont remplacés par les mots "90.21.13.02".

Art. 28. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2005 déterminant les conditions sectorielles relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1 500 kVA, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 2°, les mots "du public" sont insérés entre les mots "exposition" et "à";

2° au point 5°, les mots "local ou à distance" sont insérés entre les mots "contrôle" et "par";

3° le point 7° est supprimé.

Art. 29. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Sans préjudice des articles R.90 et R.153 à R.173 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et des dispositions de la loi du 12 juillet 1973 sur la Conservation de la Nature, tout transformateur à isolant diélectrique liquide est pourvu d'un dispositif de rétention permettant de récolter tout le volume de liquide contenu par le transformateur en cas de fuite ou d'accident électrique. Lorsque le dispositif de rétention est un encuvement, celui-ci est réalisé en matériaux étanches et chimiquement inertes vis-à-vis de l'isolant diélectrique liquide.

Si l'établissement est équipé d'encuvements communs à plus d'un transformateur, la capacité utile de rétention de chacun des encuvements est au moins égale à la capacité du plus gros contenant de l'isolant diélectrique liquide susceptible d'être récolté.

Si l'encuvement recueille également des eaux de ruissellement ou de pluie, il est muni d'un système passif empêchant l'écoulement d'isolant diélectrique liquide dans l'égout public ou dans l'environnement. »

Art. 30. Dans l'article 7 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot "consulte" est remplacé par le mot "informe";

2° les mots "à prendre" sont remplacés par le mot "prises";

3° les mots "à mettre" sont remplacés par le mot "mis".

Art. 31. Un article 7bis est inséré dans le même arrêté comme suit :

« Art. 7bis. L'exploitant assure un contrôle visuel régulier afin de déceler toute trace de corrosion de l'enveloppe du transformateur et d'y remédier. »

Art. 32. Dans l'article 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 3°, les mots "récolte ou d'un système de protection" sont remplacés par les mots "rétention conformément à l'article 4";

2° le point 4° est supprimé.

Art. 33. Les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles et les conditions en vigueur au jour de l'introduction de la demande pour les articles 2 à 12.

Art. 34. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1, les mots "37.20.11.01" sont remplacés par les mots "90.21.11.01".

Art. 35. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri de déchets de classe B1, les mots "37.20.11.02" sont remplacés par les mots "90.21.11.02".

Art. 36. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de regroupement ou de tri d'huiles usagées, les mots "37.20.08" sont remplacés par les mots "90.21.08".

Art. 37. Les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles et les conditions en vigueur au jour de l'introduction de la demande pour les articles 2 à 12, à l'exception de l'article 4.

Art. 38. L'article 4 du présent arrêté s'applique trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les articles 13 à 35 s'appliquent aux établissements existants dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 39. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1349

[2009/201609]

12. FEBRUAR 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten und verschiedener Erlasse der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen und gesamten Bedingungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere der Artikel 3 *bis* und 11;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 3 Absatz 4, 4, 5, 7 bis 9, 21 Absatz 3 und 87 Absatz 3;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere des Artikels D.66 § 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder zur Sortierung von wiederverwertbaren Metallabfällen, die Anlagen zur Zusammenstellung, Sortierung oder Rückgewinnung von Teilen aus Altfahrzeugen, die Anlagen zur Zerlegung und zur Dekontaminierung von Altfahrzeugen und die Anlagen zur Vernichtung von Altfahrzeugen und zur Behandlung der eisenhaltigen und nicht eisenhaltigen Metalle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der integralen Bedingungen für die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten in ortsfesten Behältern, mit Ausnahme der Lagereinrichtungen für Erdölprodukte und gefährliche Stoffe sowie die Lager in den Tankstellen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2003 zur Festlegung der integralen Bedingungen für Containerparks zur Aufnahme von Haushaltsabfällen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Containerparks zur Aufnahme von Haushaltsabfällen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Festlegung der integralen Betriebsbedingungen für die zeitlich begrenzte Lagerung auf einer Baustelle oder einen Abrissplatz von unter der Rubrik 45.92.01 erwähnten nicht sortierten Abfällen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung, zur Vorbehandlung und zur Behandlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte (EEA);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2005 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die ortsfesten Stromtransformatoren mit einer Nennleistung von mindestens 1 500 kVA;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der integralen Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Anfällen der Klasse B1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Anfällen der Klasse B1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Altölen;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, den Artikel *3bis* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten aufzuheben, in dem der Begriff der bestehenden Wohnung definiert wird; dass dieser Begriff

in der Tat mit dem Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. März 2007 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten seine Relevanz verloren hat; dass der Betreff der bestehenden Wohnung von nun an in den Fußnoten der Rubriken, die den Bereich Landwirtschaft betreffen, definiert ist;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, den Anwendungsbereich der Rubrik 40.10.01.01.02 genauer zu bestimmen, damit sie nur dann auf die statischen Trafos mit einer Nennleistung von mindestens 1 500 kVA anwendbar ist, wenn diese an eine elektrische Anlage angeschlossen sind; dass die statischen Trafos, die nicht an eine elektrische Anlage angeschlossen sind (z.B. Speicherung), demnach nicht eingestuft sind;

In der Erwägung, dass in Übereinstimmung mit der Rubrik 45.92.01, die Anlagen betrifft, die "für eine Baustelle oder einen Abrissplatz notwendig sind", die Anlagen für die "zeitweilige Lagerung von Abfällen mit Ausnahme der Lagerplätze für Abfälle, die Gegenstand einer minimalen Sortierung oder Trennung zwischen gefährlichen, ungefährlichen und inerten Abfällen sind" einer Erklärungspflicht unterliegen; dass diese Formulierung problematisch ist, weil der oben hervorgehobene Wortlaut dem Wortlaut des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Festlegung der integralen Betriebsbedingungen für die zeitlich begrenzte Lagerung auf einer Baustelle oder einen Abrissplatz von unter der Rubrik 45.92.01 erwähnten nicht sortierten Abfällen widerspricht;

In der Erwägung, dass die Artikel 10 und 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 in der Tat eine Müllsortierung auferlegen, um die nicht inerten Abfälle abzusondern; dass der Betreiber einer Baustelle oder eines Abrissplatzes so zwei gegenteiligen Bestimmungen unterliegt, n.l. einer (die Rubrik 45.92.01), die nur dann auf seinen Betrieb anwendbar ist, wenn er seine Abfälle nicht sortiert, und einer (die integralen Bestimmungen, die dieser Rubrik entsprechen), die ihm die Sortierung dieser selben Abfälle auferlegt;

In der Erwägung, dass es demnach im Sinne einer zweckmäßigen Bewirtschaftung der Abfälle auf Baustellen gilt, die oben hervorgehobenen Wörter zu streichen, um den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 auf alle Betriebe anzuwenden, die von der Rubrik 45.92.01 betroffen sind, auch wenn eine Sortierung zwischen gefährlichen, nicht gefährlichen und inerten Abfällen auf einer Baustelle organisiert wird;

In der Erwägung, dass eine neue Rubrik 61.20.03 betreffend Handelshäfen, mit Binnen- oder Außenhäfen verbundene Landungsstege (mit Ausnahme von Landungsstegen für Fährschiffe) zum Laden und Löschen, die Schiffe mit mehr als 1 350 t aufnehmen können hinzugefügt werden muss, um die Nummer 8 des Anhangs I zur Richtlinie 85/337/EWG des Rates vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten wortwörtlich umzusetzen; dass diese Anlagen infolgedessen aus dem Anwendungsbereich der Rubrik 61.20.01 betreffend den Bau von Häfen und Hafenanlagen, die 25 Schiffe aufnehmen können, einschließlich der Fischereihäfen, auszuschließen sind;

In der Erwägung, dass die Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung die zeitweilige Lagerung von rücknahmepflichtigen Abfällen durch die Einzelhändler, Vertreter, Hersteller und Importeure mit sich bringt; dass die aktuelle Rubrik 90.21 betreffend die Anlagen für die Zusammenstellung und die Sortierung von Abfällen auf alle Betreiber anwendbar sein könnte, die Abfälle lagern, die einer Rücknahmepflicht unterliegen, und dass, wenn es sich bei diesen Abfällen um gefährliche Abfälle handelt, dieser Standort ab dem ersten Gramm zusammengestellter Abfälle in die Klasse 2 eingestuft würde; dass in dem Erlass vom 25. April 2002, die Einzelhändler, die zwecks der Abfallverwertung zur Rücknahme von Altgegenständen im Austausch von meistens neuen Gegenständen verpflichtet sind, wobei der erste Sammlungsvorgang bei diesen Einzelhändlern beginnt, genau identifiziert werden; dass diese Einzelhändler durch die Instanzen, die die Rücknahmepflicht verwalten, in einem Register aufgenommen und bei dem "Office wallon des déchets" angegeben sind; dass die Modalitäten für die Rücknahme von Altgegenständen in dieser spezifischen Regelung bestimmt sind; dass der Titel der Rubrik 63.12.05 demzufolge ausschließlich für die Einzelhändler abgeändert wird;

In der Erwägung, dass die Rubrik 37 und ihre Unterrubriken betreffend die Abfälle zur Zeit unter der Überschrift "Zusammenstellung, Sortierung, Rückgewinnung von wiederverwertbaren Stoffen" und die Rubriken 90.21 unter der Überschrift "Zentrum für die Zusammenstellung und die Sortierung von zur Beseitigung bestimmten Abfällen" aufgenommen sind; dass diese Unterscheidung voraussetzt, dass man mit Zentren zu tun haben kann, in denen einerseits nur Abfälle, die zur Beseitigung bestimmt sind, zusammengestellt werden, und in denen andererseits nur Abfälle, die zur Wiederverwertung bestimmt sind, zusammengestellt werden;

In der Erwägung, dass diese Unterscheidung der tatsächlichen Aktivität der Zusammenstellungsanlagen nicht entspricht, da man dort sowohl Abfälle antreffen kann, die zur Beseitigung wie auch zur Verwertung bestimmt sind; dass es vollauf möglich ist, dass eine Kategorie von Abfällen, die heute zur Beseitigung bestimmt sind, morgen verwertet werden; dass es daher und im Sinne der Kohärenz, der Vereinfachung und der Lesbarkeit des oben genannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zweckmäßig ist, die Rubriken 37 mit den Rubriken 90.2 zu gruppieren;

In der Erwägung in dieser Hinsicht, dass bestimmte Rubriken, die keine Schwellenwerte enthielten, nun Schwellenwerte erhalten, während die Schwellenwerte in anderen Rubriken geändert werden, um den nachstehend beschriebenen realen Gegebenheiten zu entsprechen;

In der Erwägung ebenfalls, dass es angebracht ist, die Schwellenwerte für die Zusammenstellungsanlagen nicht mehr als jährliche Behandlungskapazität, sondern als maximale Kapazität für die zeitweilige Lagerung auszudrücken; dass die jährliche Behandlungskapazität in der Tat ein relevantes Kriterium ist, wenn es sich darum handelt, die Größe einer Anlage zur Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von Abfällen zu bewerten; dass es möglich ist, die maximale Menge der Abfälle, die während einer bestimmten Zeiteinheit (Stunde, Tag) verarbeitet werden können, entweder auf experimentelle Weise oder auf der Grundlage der Pläne der Anlage zu bestimmen und anschließend in eine Jahresleistung umzurechnen;

In der Erwägung demgegenüber, dass, wenn es sich um eine Aktivität der Zusammenstellung von Abfällen handelt, die voraussetzt, dass Abfälle in einer Anlage aufgenommen werden, dort einige Zeit bleiben, während deren sie ggf. wieder aufbereitet werden, und schließlich einer neuen Bestimmung zugeschickt werden, es dann extrem schwierig ist, die Umlaufquote dieser Abfälle zu schätzen; dass diese Umlaufquote für einen großen Teil von der Marktentwicklung abhängt: Menge der erzeugten Abfälle, Verfügbarkeit der Aufbereitungssparten; dass dieses Kriterium zum Zeitpunkt der Ausstellung der Umweltgenehmigung nicht bestimmt werden kann;

In der Erwägung demzufolge, dass, wenn man sich weiterhin auf die Behandlungskapazität stützt, um die Schwellenwerte dieser Zusammenstellungsanlagen zu bestimmen, zwei identische Anlagen unterschiedlich eingestuft werden könnten, obschon die Auswirkungen in Verbindung mit den gelagerten Mengen die gleichen sind;

In der Erwägung, dass Heimtierkadaver Stoffe der Kategorie 1 im Sinne von Artikel 4 § 1, Nummer iii) der Verordnung Nr. 1774/2002/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 3. Oktober 2002 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte sind; dass die Stoffe der Kategorie 1 grundsätzlich die gefährlichste Gefahrenklasse hinsichtlich des Schutzes der Nahrungskette darstellen; dass nun auch festzulegen ist, dass die Einstufung der Heimtierkadaver in die Kategorie 1 ausschließlich zum Zweck

hat, die Produktion von Viehfutter ab diesen Kadavern zu verhindern; dass dies keineswegs bedeutet, dass diese Kadaver systematisch ein gesundheitliches Risiko darstellen; dass Heimtiere, die klinische Anzeichen schwerer, auf den Menschen oder andere Tierarten übertragbarer Krankheiten aufweisen (Tollwut z.B.), Gegenstand einer Aufzuchtspflicht sind, und nach sehr strengen Sondervorschriften behandelt werden;

In der Erwägung, dass Artikel 24 § 1 Buchstabe *a*) der Verordnung 1774/2002 zudem der zuständigen Behörde (hier der Region) erlaubt, für die Verwaltung der Stoffe der Kategorie 1 von den allgemeinen Vorschriften von Artikel 4 § 2 abzuweichen: "tote Heimtiere können durch Vergraben direkt als Abfall beseitigt werden";

In der Erwägung, dass die Organisation der Behandlung der Heimtierkadaver (mit Ausnahme der Beerdigung) auf einem System beruht, dass im Mai 2002 auf Betreiben einer Privatfirma eingesetzt worden ist; dass verschiedene zugelassene Gesellschaften bei den Privatpersonen oder Tierärzten die Kadaver, die in dichten Plastiksäcken verpackt sind, sammeln, und dabei geeignete Ausrüstungen benutzen (völlig abgedichtete Behälter + Lieferwagen); dass diese Kadaver bei den Tierärzten meistens in einer Tiefkühltruhe gelagert werden; dass die Sammlung durch die zugelassenen Gesellschaften auf einer regelmäßigen Basis stattfindet, so dass ein Tierarzt im Rahmen einer normalen Praxis nie eine große Menge Kadaver zugleich lagert; dass die Kadaver anschließend entweder in Krematorien für Heimtiere verbrannt werden, oder von dieser Privatfirma übernommen werden;

In der Erwägung, dass Tierärzte nicht in den Bereich des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 über tierische Abfälle fallen, was insbesondere bedeutet, dass sie nicht der Verpflichtung einer Zulassung als Sammler/Transportunternehmer unterliegen, und dass die tierärztliche Praxis nicht als Ort für die Zwischenlagerung von Tierabfällen gilt; dass das Problem sich aus der Tatsache ergibt, dass die aktuellen Rubriken 37.20.10.01 (falls man der Ansicht ist, dass die tierärztliche Praxis doch ein Zwischenlagerungszentrum ist) oder aber 63.12.05.07 (falls man der Ansicht ist, dass die tierärztliche Praxis der Erzeugungsort der "Abfälle" ist, die sich aus den Tätigkeiten des Tierarztes ergeben) auf die Stoffe der Kategorie 1 im Sinne von Artikel 4 § 1 der Verordnung 1774/2002 hinweisen; dass diese Rubriken eine Einstufung der Aktivität in die Klasse 2 mit sich bringen;

In der Erwägung, dass sich aus den oben angeführten Argumenten ergibt, dass man davon ausgehen kann, dass diese Einstufung zu streng und unangemessen ist; dass vorgeschlagen wird, die tierärztlichen Praxen aus dem Anwendungsbereich dieser Rubriken auszuschließen; dass diese Argumentation für alle Tätigkeitsbereiche erhalten werden kann, deren Bestimmung es ist, Heimtierkadaver nicht zu sammeln, sondern zeitweilig zu lagern, wenn der Tod eintritt; dass es sich um die Rubriken betreffend die Zucht und die Mast im Bereich der Landwirtschaft, die Haltung von Tieren außerhalb des Bereichs der Landwirtschaft, die zoologischen Gärten und die Reitbahnen handelt; dass die Bewirtschaftung dieser Abfälle in der Tat in den sektorbezogenen, integralen und besonderen Bedingungen dieser Anlagen und Tätigkeiten vorgesehen ist;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, dass die Containerparks, die dazu bestimmt sind, hauptsächlich Hausmüll aufzunehmen, ebenfalls Abfälle von KMB und Selbstständigen aufnehmen können, unter der Bedingung, dass die Flüsse von Haushaltsabfällen und von beruflichen Abfällen genau und getrennt verfolgbar sind, und dass der Grundsatz der Deckung durch die Berufspersonen der realen und gesamten Kosten der von diesen Berufspersonen gebrachten Abfälle gewährleistet wird, um eine Überkreuzung der Finanzflüsse zu vermeiden, und um sicherzugehen, dass die Zuschüsse, die für die Niederlassung und den Betrieb von Parks für die spezifische Bewirtschaftung der Haushaltsabfälle ausschließlich zu diesem Zweck dienen, im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2007 zur Finanzierung der Abfallbewirtschaftungsanlagen (Rubrik 90.21.12); dass die zu berücksichtigenden Investitionskosten für die bereits bestehenden Containerparks aufgrund der schon getätigten Investitionen kleiner sein werden; dass die integralen und sektorbezogenen Bedingungen entsprechend ergänzt werden;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 über die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte und die Deckung der diesbezüglichen Kosten die Pflicht der Organisation eines Dienstes zur Sammlung der Abfälle von Asbestzement seitens der Gemeinden eingeführt hat; dass die Containerparks ein den Gemeinden zur Verfügung stehendes Mittel zur Sammlung von Abfällen darstellen; dass es zur Erleichterung der Lagerung unter Berücksichtigung des in den Containerparks verfügbaren Platzes angebracht ist, die Modalitäten zur Konditionierung und Lagerung der Asbestzement-Abfälle zu verbreiten, insbesondere unter Berücksichtigung der Kriterien, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest bereits angewandt werden; dass die Erlasse vom 26. August 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen und integralen Bedingungen für Containerparks zur Aufnahme von Haushaltsabfällen dementsprechend angepasst werden;

In der Erwägung, dass es zweckmäßig ist, den Schwellenwert für die Einstufung laut der Rubrik 90.21.13 betreffend Zusammenstellungsanlagen für die selektive Sammlung von Hausmüll zu ändern, indem die Betriebe mit einer Lagerkapazität von mindestens 3 und höchstens 5 Tonnen einer Erklärungspflicht unterworfen werden; dass die Aufhebung der Einstufung für Anlagen mit einer Lagerkapazität unter 3 Tonnen dadurch begründet ist, dass festgestellt wurde, dass diese Anlagen keine Auswirkungen um die Umwelt hervorbringen; dass diese Anlagen, obschon sie der Regelung über die Umweltgenehmigung nicht mehr unterworfen sind, in Sachen Umwelt weiterhin betreut werden;

In der Erwägung, dass, was die Verpackungsabfälle betrifft, diese dem Kooperationsabkommen vom 4. November 2008 bezüglich der Vermeidung und Bewirtschaftung der Verpackungsabfälle unterliegen; dass in diesem Zusammenarbeitsabkommen vorgesehen wird, dass die für die Verpackungen verantwortliche Person eine zugelassene Stelle mit der Einhaltung der ihr obliegenden Verpflichtungen beauftragen kann; dass der Antrag auf Zulassung, wenn diese Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft betrifft, auf einem Vereinbarungsmuster beruht, dass unter Beachtung der regionalen Abfallpläne erstellt wird, und in dem u.a. die umweltrelevanten Bedingungen bestimmt sind, die mit der Rücknahmepflicht verbunden sind; dass ein Erlass der Wallonischen Regierung zur Regelung der Sammlung von Textilien den Rahmen der Sammlung von Textilien genauer festlegen wird;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, eine neue Rubrik 90.21.15 in den Erlassentwurf einzufügen, die die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Asbestzementabfällen betrifft; diese gefährlichen Abfälle weisen für die Umwelt ein geringes Risiko auf; dass durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest in der Tat eine doppelte Verpackung dieser dicht abgeschlossenen Abfälle mit einem vorschriftsmäßigen Etikett zur Angabe des Vorhandenseins von Asbest auferlegt wird;

In der Erwägung, dass eine neue Rubrik 90.21.16 hinzugefügt wird, die insbesondere die Anlagen zur Zusammenstellung von ausgehobener Erde an einem anderen Ort als dem der Erzeugung betrifft; dass Bauarbeiten und Baustellen zur Sanierung von verschmutzten Standorten große Mengen von ausgehobener Erde erzeugen, die unter besonderen Umständen zunächst zeitweilig zusammengeführt werden müssen, bevor sie je nach Fall einer Aufbereitungsanlage oder einem Verwertungsstandort zugeführt werden;

In der Erwägung, dass in den Rubriken 90.22.07 und 90.22.08 der Verweis auf die Begriffe "Zusammenstellung oder Sortierung" durch "Vorbehandlung" zu ersetzen ist, um eine größere Kohärenz mit den anderen benutzten Begriffen zu erreichen;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, die frühere Rubrik 37.10.02 betreffend Anlagen zur Zusammenstellung, zur Sortierung oder zur Rückgewinnung von Teilen von ausgedienten Fahrzeugen abzuschaffen; dass der Inhalt dieser Rubrik in der Tat bereits durch die Rubrik 37.10.03 (neue Rubrik 90.22.14) gedeckt ist, da diese die Anlagen für den Abbau und die Dekontaminierung von ausgedienten Fahrzeugen betrifft; dass die Rubrik 37.10.02 demnach in die neue Rubrik 90.22.14 integriert wird;

In der Erwägung, dass vorgeschlagen wird, in den Rubriken 90.23 das Wort "Behandlung" durch die Begriffe "Verwertung und Beseitigung" zu ersetzen, weil diese Begriffe Gegenstand einer gesetzlichen Definition im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle sind, was nicht der Fall mit dem Begriff "Behandlung" ist;

In der Erwägung, dass die Rubrik 90.23.04.02 abgeändert wird, um dem Punkt 3 des Anhangs I zur Richtlinie 85/337/EWG des Rates vom 27. Juni 1985 über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten zu genügen; dass dieser Punkt es in der Tat nicht ermöglicht, eine Umweltgenehmigung der Klasse 2 für die gefährlichen Abfälle, die vom Erzeuger beseitigt werden, zu erhalten; dass der Erlassentwurf garantiert, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung für jede Anlage zur Beseitigung von gefährlichen Abfällen durch eine chemische Behandlung sowie jede Anlage zur Beseitigung von nicht gefährlichen Abfällen durch eine chemische Behandlung mit einer Kapazität von mehr als 100 Tonnen (im Sinne der Punkte 9 bzw. 10 des Anhangs I der Richtlinie 85/337/EWG) (Rubriken 90.23.14 und 90.23.04) notwendig ist;

In der Erwägung, dass es zweckmäßig ist, eine neue Rubrik für die Anlagen zur Biogasgewinnung in den oben genannten Erlass der Wallonischen Regierung einzufügen; dass diese Aktivität zur Zeit in die Rubrik 90.23.02 eingestuft wird, die die Behandlung von nicht gefährlichen Abfällen betrifft; dass die von dieser Art Anlagen betroffenen Betreiber sich eine bessere Lesbarkeit und Standardbedingungen erwünschen; dass dies außerdem die Entwicklung dieser Aktivität fördern kann (Rubrik 90.23.15);

In der Erwägung, dass die Erhöhung der Schwellenwerte für die Rubriken 90.23.01, 90.23.02 und 90.23.03 durch die Feststellung der Inkohärenz mit den Rubriken 90.22.01, 90.22.02 und 90.22.03 betreffend die Vorbehandlung dieser selben Abfälle gerechtfertigt ist, für welche die Schwellenwerte 200 000 t/Jahr, 100 000 t/Jahr bzw. 100 000 t/Jahr sind, was folgenden Tageswerten entspricht (unter der Voraussetzung einer regelmäßigen Aktivität während 200 Arbeitstagen pro Jahr): 1 000 t/Tag, 500 t/Tag bzw. 500 t/Tag; dass der anfängliche Schwellenwert für die Rubriken 90.23.01 und 90.23.02 nicht sehr logisch war, da der Schwellenwert für inerte Abfälle und für nicht gefährliche Abfälle derselbe ist;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, die Rubriken 90.23.11.01 und 90.23.11.02 betreffend Kompostierungsanlagen (neue Rubrik 90.23.12) zu ändern, indem der Höchstschwellenwert der Klasse 3 von 100 m³ auf 500 m³ gebracht wird; dass durch diese Änderung bezweckt wird, es zu vermeiden, dass die landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die weniger als 500 m³ Kompost erzeugen, einem Verfahren zur Untersuchung eines Umweltgenehmigungsantrags unterliegen und nicht geringe Investitionen tätigen müssen, im Sinne der Kohärenz mit der Rubrik 01.49.01.03 (in dem der Schwellenwert für die Lagerung von Düngemitteln aus dem Bereich der Landwirtschaft auf 500 m³ für die Klasse 3 festgelegt wird);

In der Erwägung, dass die Betriebsbedingungen, die nun in der Vorbereitungsphase sind, bestimmen werden, welche Stoffe in diese Art Anlagen eingeführt werden dürfen; dass diese Stoffe auf pflanzliche Abfälle aus Parks und Gärten, Gemeinden, Haushalten, und auf Tierdung beschränkt werden; dass Zusatzbestimmungen für die landwirtschaftlichen Betriebe vorgesehen werden, um sicherzugehen, dass der Kompost fachgerecht benutzt wird (in Zusammenhang mit der Problematik des Stickstoffs);

In der Erwägung, dass man für den Schwellenwert von 100 m³ folgende Berechnung machen kann:

Die erforderliche Dauer für die Erzeugung eines qualitativen Komposts beträgt 6 Monate. Es können also zwei Produktionen pro Jahr berücksichtigt werden.

Die Menge des gelagerten Stoffes ist höchstens 100 m³.

Die Gewichtsabnahme der kompostierten Stoffe ist ca. 2/3.

Da es Stoffe gibt, die sich in unterschiedlichen Kompostierungsphasen befinden, nimmt man einen Faktor von 0,5 zur Schätzung der jährlichen Erzeugung von Kompost.

Die Menge des erzeugten Komposts (Dichte 0,6 t/m³) ist demnach:

$100 \text{ m}^3 \times 2 \times 0,5 \times 0,6 \text{ t/m}^3 = 60 \text{ Tonnen}$ erzeugten Komposts pro Jahr.

Stickstoffgehalt: 1,5% Bruttostoff

Der Stickstoffstrom entspricht: $60 \text{ Tonnen} \times 0,015 = 0,9 \text{ Tonnen}$ Stickstoff oder 900 kg N.

Die Ausbringung ist wie folgt gestattet:

— auf Wiesen: 230 kg/Jahr;

— auf Kulturen: 115 kg/Jahr.

Entsprechende Flächen für das Ausbringen des erzeugten Komposts:

— auf Wiesen: $900/230 = 3,913 \text{ Ha}$, aufgerundet auf 4 Ha;

— auf Kulturen: $900/115 = 7,826 \text{ Ha}$, aufgerundet auf 8 Ha.

In der Erwägung, dass sich aus diesen Zahlen ergibt, dass die Möglichkeiten der Ausbringung demnach beschränkt sind; dass sie kleineren landwirtschaftlichen Betrieben entsprechen; dass, wenn der Landwirt den von seinem Betrieb stammenden Tierdung kompostiert, die Aufnahmekapazität von pflanzlichen Abfällen, die nicht von seinem Betrieb stammen, noch entsprechend verringert wird, da die Menge Stickstoff, die er durch Kompostierung erzeugen kann, sehr rasch erreicht sein wird; dass der Landwirt jedoch seinen Tierdung kompostieren können muss, da die Kompostierung eine interessante Lösung für die Landwirtschaft und die Umwelt darstellt;

In der Erwägung, dass die Wirtschaftlichkeit dieser Anlagen noch lange nicht garantiert ist; dass die Investitionen nur mit kleinen Mengen getilgt werden können; dass die Erhaltung des Schwellenwerts von 100 m³ demnach für größere landwirtschaftliche Betriebe, die die Kapazität haben, in die Kompostierung auf dem Bauernhof zu investieren, benachteiligend ist; dass durch die Erhöhung dieses Schwellenwerts auf 500 m³, die unter Berücksichtigung derselben Annahmen durchgeführte Berechnung der Flächen, auf denen Kompost ausgebracht werden kann, folgende Werte ergibt: 20 Ha für die Wiesen und 40 Ha für die Kulturen, was interessante Möglichkeiten für die Mehrheit der landwirtschaftlichen Betriebe überlässt;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, eine rein formelle Änderung in den Unterrubriken 90.24 vorzunehmen, um ebenfalls die Mitverbrennungsanlagen, wie im Titel der Rubrik 90.24 erwähnt, einzuschließen;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, eine rein formelle Änderung in bestimmten Erlassen der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen und integralen Bedingungen betreffend die Abfallbewirtschaftung vorzunehmen, im Sinne der Kohärenz mit den oben vorgeschlagenen Abänderungen;

In der Erwägung, dass es als zweckmäßig erachtet wird, den Erlass der Wallonischen Regierung zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die ortsfesten Stromtransformatoren mit einer Nennleistung von mindestens 1 500 kVA abzuändern, um bestimmten Entwicklungen in dem betreffenden Bereich Rechnung zu tragen;

Aufgrund des am 23. Januar 2008 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 43.984/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 3bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten wird außer Kraft gesetzt.

Art. 2 - Die Rubrik 37 und ihre Unterrubriken in der Anlage I desselben Erlasses werden gestrichen.

Art. 3 - In der Rubrik 40.10.01.01 wird der Wortlaut "statischer Transformator" durch "an eine elektrische Anlage verbundener statischer Transformator" ersetzt.

Art. 4 - In der Rubrik 45.92.01 wird der Wortlaut "mit Ausnahme der Lagerplätze für Abfälle, die Gegenstand einer minimalen Sortierung oder Trennung zwischen gefährlichen, ungefährlichen und inerten Abfällen sind" gestrichen.

Art. 5 - Der Titel der Rubrik 61.20.01 wird durch folgenden Wortlaut ergänzt: "mit Ausnahme der unter 61.20.03 genannten Anlagen".

Art. 6 - Die Rubrik 61.20.03 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
61 SCHIFFFAHRT						
61.2 BINNENSCHIFFFAHRT						
61.20 Binnenschiffahrt						
61.20.03 Handelshäfen, mit Binnen- oder Außenhäfen verbundene Landungsstege (mit Ausnahme von Landungsstegen für Fährschiffe) zum Laden und Löschen, die Schiffe mit mehr als 1 350 t aufnehmen können		X	DNF, MET-DG II			

Art. 7 - Der Titel der Rubrik 63.12.05 wird durch folgenden Titel ersetzt: "Abfälle, die sich an dem Erzeugungsstandort befinden, oder von einem Einzelhändler gelagert werden, im Rahmen einer Pflicht zur Rücknahme von Abfällen kraft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung".

Art. 8 - Die Rubrik 90.21 und ihre Unterrubriken werden durch folgenden Wortlaut ersetzt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
90 SANIERUNG, STRASSENARBEITEN UND ABFALLBEWIRTSCHAFTUNG						
90.2 ABFÄLLE						
90.21 Zentrum für die Zusammenstellung und die Sortierung von Abfällen						
90.21.01 Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von inerten Abfällen im Sinne von Artikel 2 6° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle						
90.21.01.01 wenn die Lagerkapazität höchstens 30 t beträgt	3					
90.21.01.02 wenn die Lagerkapazität mehr als 30 t beträgt	2		OWD			
90.21.02 Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von nicht gefährlichen Abfällen außer den unter 90.21.11, 90.21.12, 90.21.13 und 90.21.15 genannten Anlagen						
90.21.02.01 wenn die Lagerkapazität höchstens 15 t beträgt	3					
90.21.02.02 wenn die Lagerkapazität mehr als 15 t beträgt	2		OWD			
90.21.03 Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von Haushaltsabfällen im Sinne von Artikel 2 2° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und von Abfällen der Klasse A im Sinne von Artikel 1 4° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege, unter Ausschluss der unter 90.21.11 genannten Anlagen	2		OWD			
90.21.04 Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von gefährlichen Abfällen im Sinne von Artikel 2 5° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, unter Ausschluss der unter 90.21.11, 90.21.13, 90.21.14 und 90.21.15 genannten Anlagen			OWD			
90.21.04.01 wenn die Lagerkapazität höchstens 50 t beträgt	2					
90.21.04.02 wenn die Lagerkapazität mehr als 50 t beträgt	1	X	OWD			

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
5. Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von Altölen im Sinne von Artikel 1 1° des Erlasses der Wallonischen Regional-exekutive vom 9. April 1992 über Altöle, unter Ausschluss der unter 90.21.11 genannten Anlagen 90.21.05.01 wenn die Lagerkapazität höchstens 50 t beträgt	2		OWD			
90.21.05.02 wenn die Lagerkapazität mehr als 50 t beträgt	1	X	OWD			
90.21.06 Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von PCB/PCT im Sinne von Artikel 1 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über polychlorierte Biphenyle und Terphenyle: 90.21.06.01 wenn die Lagerkapazität höchstens 20 t beträgt	2		OWD			
90.21.06.02 wenn die Lagerkapazität mehr als 20 t beträgt	1	X	OWD			
90.21.07 Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von tierischen Nebenprodukten der Kategorie 3 im Sinne von Artikel 6 § 1 Punkte a) bis k) der Verordnung EG 1774/2002 des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 3. Oktober 2002 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte 90.21.07.01 wenn die Lagerkapazität höchstens 300 t beträgt	2		OWD			
90.21.07.02 wenn die Lagerkapazität mehr als 300 t beträgt	1	X	OWD			
90.21.08 Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von tierischen Nebenprodukten der Kategorie 2 oder 1 im Sinne von Artikel 5 § 1 Punkte b) bis g) bzw. Artikel 4 § 1 Punkte a) bis d) und f) der Verordnung EG 1774/2002 des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 3. Oktober 2002 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte, unter Ausschluss der tierärztlichen Praxen und der unter 01.2, 01.3, 92.53.01 und 92.61.09.02 genannten Anlagen und Tätigkeiten 90.21.08.01 wenn die Lagerkapazität höchstens 50 t beträgt	2		OWD			
90.21.08.02 wenn die Lagerkapazität mehr als 50 t beträgt	1	X	OWD			
90.21.09 Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B1 im Sinne von Artikel 1 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege 90.21.09.01 wenn die Lagerkapazität weniger als 1 t beträgt	3					
90.21.09.02 wenn die Lagerkapazität mindestens 1 t beträgt	2		OWD			
90.21.10 Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen der Klasse B2 im Sinne von Artikel 1 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege: 90.21.10.01 wenn die Lagerkapazität weniger als 250 kg beträgt	3					
90.21.10.02 wenn die Lagerkapazität mindestens 250 kg beträgt	2		OWD			
90.21.11 Containerpark für Haushaltsabfälle und ggf. für Abfälle von KMB im Sinne von Artikel 2 2° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, einschließlich der Lagerung von Sonderabfällen aus Haushalten; 90.21.11.01 mit einer Fläche unter 2 500 m ²	3					
90.21.11.02 mit einer Fläche von mindestens 2 500 m ²	2		OWD			
90.21.12 Zusammenstellungsanlage für die selektive Sammlung von Haushaltsabfällen im Sinne von Artikel 2 2° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, wie z.B. Glasiglus oder Container für Papier, Pappe, Kunststoffe, Textilien... 90.21.12.01 wenn die Lagerkapazität mindestens 3 t und höchstens 5 t ist	3					
90.21.12.02 wenn die Lagerkapazität mehr als 5 t beträgt	2		OWD			
90.21.13 Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von Abfällen aus elektrischen und elektronischen Abfällen	2		OWD			
90.21.14 Anlage zur Zusammenstellung oder Sortierung von Asbestzementabfällen	2		OWD			
90.21.15 Anlage zur Zusammenstellung von ausgehobener Erde außerhalb des Erzeugungsstandorts 90.21.15.01 wenn die Lagerkapazität weniger als 30 t beträgt	3					
90.21.15.02 wenn die Lagerkapazität mindestens 30 t beträgt	2		OWD			

Art. 9 - Im Titel der Rubrik 90.22 wird der Wortlaut "und Rückgewinnung" zwischen "Vorbehandlung" und "von" eingefügt.

Art. 10 - Die Rubriken 90.22.07 und 90.22.08 werden durch folgenden Wortlaut ersetzt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
90 SANIERUNG, STRASSENARBEITEN UND ABFALLBEWIRTSCHAFTUNG						
90.2 ABFÄLLE						
90.22 ZENTRUM FÜR DIE VORBEHANDLUNG UND RÜCKGEWINNUNG VON ABFÄLLEN						
90.22.07 Anlage zur Vorbehandlung von tierischen Nebenprodukten der Kategorie 3 im Sinne von Artikel 6 § 1 Punkte a) bis k) der Verordnung 1774/2002 des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 3. Oktober 2002 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte, wenn die Vorbehandlungskapazität 90.22.07.01 unter 100 000 t / Jahr liegt	2		OWD	2	2	
90.22.07.02 mindestens bei 100 000 t/Jahr liegt	1	X	OWD	2	2	
90.22.08 Anlage zur Vorbehandlung von tierischen Nebenprodukten der Kategorien 2 oder 1 im Sinne von Artikel 5 § 1 Punkte b) bis g) bzw. Artikel 4 § 1, Punkte a) bis d) und f) der Verordnung EG 1774/2002 des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 3. Oktober 2002 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte	1	X	OWD			

Art. 11 - Die Rubriken 90.22.14 und 90.22.15 mit folgendem Wortlaut werden hinzugefügt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
90.2 ABFÄLLE						
90.22 zentrum für die vorbehandlung und rückgewinnung von abfällen						
90.22.14 Anlage für den Abbau und die Dekontaminierung von ausgedienten Fahrzeugen ²⁰ und die Rückgewinnung von Bauteilen aus ausgedienten Fahrzeugen ²⁰	2		OWD			
90.22.15 Anlage für die Zerlegung der ausgedienten Fahrzeuge ²⁰ und Vorbehandlung der eisenhaltigen und nicht eisenhaltigen Metalle	2		OWD			

²⁰ Ausgedientes Fahrzeug: jedes Fahrzeug, das nicht mehr gemäß seiner ursprünglichen Zweckbestimmung benutzt werden kann, unter Ausschluss der Fahrzeuge, die Gegenstand eines Streiffalls sind, über den noch nicht entschieden worden ist; es handelt sich z.B. um

→ Fahrzeuge, deren technischer Zustand das Fliegen oder Fahren auf öffentlichen Straßen, Schienen oder schiffbaren Wasserstraßen nicht mehr ermöglicht;

→ unangemeldete Fahrzeuge.

Gelten nicht als ausgedientes Fahrzeug:

→ Kollektionsfahrzeuge, die in einem für sie bestimmten geschlossenen Raum untergestellt sind;

→ Fahrzeuge, die ausschließlich für die Beförderung auf Privatwegen und -baustellen bestimmt sind;

→ Fahrzeuge, die für didaktische Tätigkeiten, Ausstellungen oder Gedenkfeiern bestimmt sind;

→ Fahrzeuge vom Gebrauchtwagenmarkt.

Art. 12 - Die Rubrik 90.23 und ihre Unterrubriken werden durch Folgendes ersetzt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
90 SANIERUNG, STRASSENARBEITEN UND ABFALLBEWIRTSCHAFTUNG						
90.2 ABFÄLLE						
90.23 Anlage für die Abfallverwertung oder -beseitigung, mit Ausnahme der Verbrennungsanlagen und der technischen Vergrabungszentren						

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
90.23.01 Anlage zur Verwertung oder Beseitigung von inerten Abfällen im Sinne von Artikel 2 6° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, mit einer Behandlungskapazität 90.23.01.01 unter 1 000 t/Tag	2		OWD	2	2	
90.23.01.02 ab 1 000 t/Tag	1	X	OWD	2	2	
90.23.02 Anlage zur Verwertung oder Beseitigung von nicht gefährlichen Abfällen, mit Ausnahme der Kompostierungs- und Biogasgewinnungsanlagen, und der unter 90.23.03 und 90.23.14 erwähnten Anlagen, mit einer Behandlungskapazität 90.23.02.01 unter 500 t/Tag	2		OWD	2	2	
90.23.02.02 ab 500 t/Tag	1	X	OWD	2	2	
90.23.03. Anlage zur Beseitigung von nicht gefährlichen Abfällen durch eine chemische Behandlung im Sinne der Anlage II, Punkt D9 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, mit einer Behandlungskapazität über 100 t/Tag	1	X	OWD			
90.23.04 Anlage zur Verwertung oder Beseitigung von Haushaltsabfällen im Sinne von Artikel 2 2° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle unter Ausschluss der Kompostierungs- und Biogasgewinnungsanlagen, mit einer Behandlungskapazität 90.23.04.01 unter 500 t/Tag	2		OWD			
90.23.04.02 ab 500 t/Tag	1	X	OWD			
90.23.05 Anlage zur Verwertung oder Beseitigung von gefährlichen Abfällen im Sinne von Artikel 2 5° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, unter Ausschluss der unter 90.23.14 genannten Anlagen	1	X	OWD			
90.23.06 Anlage zur Verwertung oder Beseitigung von Altölen im Sinne des Artikels 1 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle	1	X	OWD			
90.23.07 Anlage zur Beseitigung von PCB/PCT im Sinne des Artikels 1 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Polychlorbiphenyle und Polychlorerphenyle	1	X	OWD			
90.23.08 Anlage zur Verwertung oder Beseitigung von tierischen Nebenprodukten der Kategorie 3 im Sinne von Artikel 6 § 1 Punkte a) bis k) der Verordnung EG 1774/2002 des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 3. Oktober 2002 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte, unter Ausschluss der Kompostierungs- und Biogasgewinnungsanlagen, mit einer Behandlungskapazität 90.23.08.01 unter 100 t/Tag	2		OWD			
90.23.08.02 ab 100 t/Tag	1	X	OWD			
90.23.09 Anlage zur Verwertung oder Beseitigung von tierischen Nebenprodukten der Kategorie 2 oder 1, wie bestimmt in Artikel 5 § 1 b) bis g) bzw. in Artikel 4, § 1, a) bis d) und f) der Verordnung Nr. 1774/2002/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 3. Oktober 2002 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte, unter Ausschluss der Kompostierungs- und Biogasgewinnungsanlagen	1	X	OWD			
90.23.10 Anlage zur Verwertung oder Beseitigung von Abfällen der Klasse A, so wie sie in Artikel 1 4° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege bestimmt werden, unter Ausschluss der Kompostierungs- und Biogasgewinnungsanlagen	2		OWD			
90.23.11 Anlage zur Verwertung oder Beseitigung von Abfällen der Klasse B1, so wie sie in Artikel 1 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege bestimmt werden.	2		OWD			
90.23.12 Kompostierungsanlage, wenn die Menge des gelagerten Stoffen 90.23.12.01 mindestens 10 m ³ und höchstens 500 m ³ beträgt	3					
90.23.12.02 mehr als 500 m ³ und höchstens 40 000 m ³ beträgt	2		OWD			
90.23.12.03 mindestens 40 000 m ³ beträgt	1	X	OWD			

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
90.23.13 Anlage zur Verwertung oder Beseitigung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, wie bestimmt in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, mit einer Behandlungskapazität 90.23.13.01 unter 100 t/Tag	2		OWD			
90.23.13.02 ab 100 t/Tag	1	X	OWD			
90.23.14 Anlage zur Verwertung oder Beseitigung von Abfällen aus elektrischen und elektronischen Ausstattungen	2		OWD			
90.23.15 Biogasgewinnungsanlage						
90.23.15.01 in der tierische Nebenprodukte im Sinne von Artikel 2 der Verordnung (EG) Nr. 1774/2002 des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 25. Oktober 2002 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte behandelt werden, mit einer Behandlungskapazität 90.23.15.01.01 von höchstens 100 t/Tag	2		OWD			
90.23.15.01.02 von mehr als 100 t/Tag	1	X	OWD			
90.23.15.02 in der andere Abfälle als tierische Nebenprodukte behandelt werden, wie z.B. Abfälle pflanzlicher Herkunft und Schlämme aus Klärstationen, mit einer Behandlungskapazität 90.23.15.02.01 von höchstens 500 t/Tag	2		OWD			
90.23.15.02.02 von mehr als 500 t/Tag	1	X	OWD			

Art. 13 - In den Unterrubriken 90.24 werden die Wörter "zur Verbrennung" durch "zur Verbrennung und Mitverbrennung" ersetzt.

Art. 14 - In der Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder zur Sortierung von wiederverwertbaren Metallabfällen, die Anlagen zur Zusammenstellung, Sortierung oder Rückgewinnung von Teilen aus Altfahrzeugen, die Anlagen zur Zerlegung und zur Dekontaminierung von Altfahrzeugen und die Anlagen zur Vernichtung von Altfahrzeugen und zur Behandlung der eisenhaltigen und nicht eisenhaltigen Metalle wird das Wort "wiederverwertbaren" gestrichen.

Art. 15 - In Artikel 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "37.10.01, 37.10.02, 37.10.03 und 37.10.04" durch "90.21.02.02 was die Metallabfälle betrifft, 90.22.14 und 90.22.15" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 40 desselben Erlasses wird der Wortlaut "37.10.02 und 37.10.03" durch "90.22.14" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 78 desselben Erlasses wird "37.10.04" durch "90.22.15" ersetzt.

Art. 18 - In Artikel 46 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der integralen Bedingungen für die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten in ortsfesten Behältern, mit Ausnahme der Lagereinrichtungen für Erdölprodukte und gefährliche Stoffe sowie die Lager in den Tankstellen werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. in Punkt 1° werden die Wörter "19bis, § 3" gestrichen;
2. ein Punkt 8° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: «8° Artikel 19bis, § 3 findet erst ab der ersten periodischen Kontrolle auf die bestehenden Betriebe Anwendung».

Art. 19 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Containerparks zur Aufnahme von Haushaltsabfällen wird "37.20.05.02" durch "90.21.11.02" ersetzt.

Art. 20 - In denselben Erlass wird nach Artikel 33 ein Abschnitt 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Abschnitt 4 — Abfälle aus KMB

Art. 33bis - Wenn in dem Containerpark Abfälle aus KMB aufgenommen werden, dann sind diese Abfälle ab ihrer Einfuhr in den Containerpark Gegenstand einer spezifischen Kennzeichnung betreffend die Art und die Menge der Abfälle pro Unternehmen.

Die gesamten Kosten für die Bewirtschaftung dieser Abfälle einschließlich der Investitionskosten und der Betriebskosten des Containerparks (Zuschüsse inbegriffen) werden auf die Berufspersonen oder, in den von den geltenden Vorschriften vorgesehenen Fällen, auf die Rücknahmepflichtigen übergewälzt.»

Art. 21 - In Artikel 39 dieses Erlasses wird der Wortlaut "wird ein Container ausschließlich diesen Abfällen vorbehalten" durch "wird ein Container oder eine deutlich abgegrenzte Fläche ausschließlich diesen Abfällen vorbehalten" ersetzt. Der Artikel wird folgendermaßen ergänzt:

«Auf einem Schild werden das Verfahren und die erforderliche Verpackung für die Lagerung von Asbestzement angegeben. Wird der Asbestzement in kleineren Säcken verpackt und gelagert, trifft der Betreiber die erforderlichen Maßnahmen, damit Privatpersonen die Baustoffe nicht im Voraus brechen, indem insbesondere Behälter vorgesehen werden, die groß genug sind, indem das Ablagern dieser Abfälle vereinfacht wird, und indem geeignete Empfehlungen gegeben werden. Bei den Säcken handelt es sich um doppelwandige Säcke deren Innenwand aus durchsichtigem Polyäthylen (Stärke: mindestens 80 µm) und deren Außenwand aus geflochtenem Polypropylen (Stärke: mehr als 200 µm oder Wand bestehend aus Streifen aus gestrecktem PP mit einem Mindestgewicht von 100 g/m²) ist. Die Säcke und Container werden so gekennzeichnet, dass die Art, Zusammenstellung, Menge und Gefahr der Abfälle erkennbar wird.»

Art. 22 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2003 zur Festlegung der integralen Bedingungen für Containerparks zur Aufnahme von Haushaltsabfällen wird "37.20.05.01" durch "90.21.11.01" ersetzt.

Art. 23 - In denselben Erlass wird nach Artikel 33 ein Abschnitt 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«*Abschnitt 4 — Abfälle aus KMB*

Art. 33bis - Wenn in dem Containerpark Abfälle aus KMB aufgenommen werden, dann sind diese Abfälle ab ihrer Einfuhr in den Containerpark Gegenstand einer spezifischen Kennzeichnung betreffend die Art und die Menge der Abfälle pro Unternehmen.

Die gesamten Kosten für die Bewirtschaftung dieser Abfälle einschließlich der Investitionskosten und der Betriebskosten des Containerparks (Zuschüsse inbegriffen) werden auf die Berufspersonen oder, in den von den geltenden Vorschriften vorgesehenen Fällen, auf die Rücknahmepflichtigen übergewälzt.»

Art. 24 - In Artikel 16 desselben Erlasses wird der letzte Absatz wie folgt abgeändert:

«Falls der Containerpark Abfälle aus Asbestzement annimmt, wird vor dem Container oder der Fläche, der/die ausschließlich für deren Lagerung vorbehalten ist, ein Schild angebracht, das das Verfahren und die Verpackung für die Lagerung von Asbestzement beschreibt. Wird der Asbestzement in kleineren Säcken verpackt und gelagert, trifft der Betreiber die erforderlichen Maßnahmen, damit Privatpersonen die Baustoffe nicht im Voraus brechen, indem insbesondere Behälter vorgesehen werden, die groß genug sind, indem das Ablagern dieser Abfälle vereinfacht wird, und indem geeignete Empfehlungen gegeben werden. Bei den Säcken handelt es sich um doppelwandige Säcke deren Innenwand aus durchsichtigem Polyäthylen (Stärke: mindestens 80 µm) und deren Außenwand aus geflochtenem Polypropylen (Stärke: mehr als 200 µm oder Wand bestehend aus Streifen aus gestrecktem PP mit einem Mindestgewicht von 100 g/m²) ist. Die Säcke und Container werden so gekennzeichnet, dass die Art, Zusammenstellung, Menge und Gefahr der Abfälle erkennbar wird.»

Art. 25 - In denselben Erlass wird nach Artikel 33 ein Abschnitt 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«*Abschnitt 4 — Abfälle aus KMB*

Art. 33bis - Wenn in dem Containerpark Abfälle aus KMB aufgenommen werden, dann sind diese Abfälle ab ihrer Einfuhr in den Containerpark Gegenstand einer spezifischen Kennzeichnung betreffend die Art und die Menge der Abfälle pro Unternehmen.

Die gesamten Kosten für die Bewirtschaftung dieser Abfälle einschließlich der Investitionskosten und der Betriebskosten des Containerparks (Zuschüsse inbegriffen) werden auf die Berufspersonen übergewälzt.»

Art. 26 - In der Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Festlegung der integralen Betriebsbedingungen für die zeitlich begrenzte Lagerung auf einer Baustelle oder einen Abrissplatz von unter der Rubrik 45.92.01 erwähnten nicht sortierten Abfällen werden die Wörter "nicht sortierten" gestrichen.

Art. 27 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung, zur Vorbehandlung und zur Behandlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte (EEA) wird "37.10.05, 37.20.12" durch "90.21.13.02" ersetzt.

Art. 28 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2005 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die ortsfesten Stromtransformatoren mit einer Nennleistung von mindestens 1 500 kVA wird wie folgt abgeändert:

1° in Punkt 2° werden die Wörter "Exposition gegenüber" durch "Exposition der Öffentlichkeit gegenüber" ersetzt;

2° in Punkt 5° werden das Wort "Kontrolle" durch "Lokal- oder Fernkontrolle" ersetzt;

3° Punkt 7° wird gestrichen.

Art. 29 - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4 - Unbeschadet der Artikel R.90 und R.153 bis R.173 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und der Bestimmungen des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur enthält jeder Transformator mit dielektrischer Isolierflüssigkeit eine Auffangvorrichtung, die es ermöglicht, das ganze Volumen der im Transformator enthaltenen dielektrischen Isolierflüssigkeit bei unfallbedingtem Auslaufen oder einem elektrischen Unfall sammeln zu können. Wenn die Auffangvorrichtung ein Auffangbecken ist, wird dieses aus undurchlässigen und gegenüber der verwendeten dielektrischen Flüssigkeit chemisch neutralen Materialien gefertigt.

Verfügt der Betrieb über Auffangbecken, die für mehr als einen Transformator gemeinsam sind, so entspricht das nützliche Auffangvermögen jedes dieser Auffangbecken mindestens dem Vermögen des größten Behälters der dielektrischen Isolierflüssigkeit, die gesammelt werden kann.

Wenn das Auffangbecken ebenfalls Oberflächen- oder Regenwasser auffängt, so ist es mit einem passiven System ausgestattet, das den Abfluss der dielektrischen Isolierflüssigkeit in die öffentliche Kanalisation oder in die Umwelt verhindert.»

Art. 30 - In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "erkundigt sich der Betreiber beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst" wird durch "informiert der Betreiber den örtlich zuständigen Feuerwehrdienst" ersetzt;

2° der Wort "zu treffenden Maßnahmen" wird durch "getroffenen Maßnahmen" ersetzt;

3° das Wort "einzusetzenden" wird durch "eingesetzten" ersetzt.

Art. 31 - Ein Artikel 7bis mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass eingefügt:

«Art. 7bis - Der Betreiber führt eine regelmäßige visuelle Kontrolle durch, um jegliche Spuren von Korrosion im Mantel des Transformators aufzuspüren und zu reparieren.»

Art. 32 - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Punkt 3° werden die Wörter "einer Auffangvorrichtung oder eines Schutzsystems" durch "einer Auffangvorrichtung gemäß Artikel 4" ersetzt;

2° Punkt 4° wird gestrichen.

Art. 33 - Die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge sowie die diesbetreffenden Verwaltungsbeschwerden werden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln für die Artikel 2 bis 12 bearbeitet.

Art. 34 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der integralen Bedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Anfällen der Klasse B1 wird "37.20.11.01" durch "90.21.11.01" ersetzt.

Art. 35 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen betreffend die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung von Anfällen der Klasse B1 wird "37.20.11.02" durch "90.21.11.02" ersetzt.

Art. 36 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Anlagen zur Zwischenlagerung und Sortierung von Altölen wird "37.20.08" durch "90.21.08" ersetzt.

Art. 37 - Die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge sowie die diesbetreffenden Verwaltungsbeschwerden werden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln für die Artikel 2 bis 12, mit Ausnahme von Artikel 4, bearbeitet.

Art. 38 - Der Artikel 4 vorliegenden Erlasses wird drei Monate nach dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses anwendbar.

Die Artikel 13 bis 35 sind ab dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

Art. 39 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1349

[2009/201609]

12 FEBRUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en verschillende besluiten van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 3, *8bis* en 11;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 3, vierde lid, 4, 5, 7 tot 9, 21, derde lid en 87, derde lid;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op artikel D.66, § 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de installaties voor de inzameling en de sortering van recycleerbare metaalhoudende afvalstoffen, voor de installaties voor de inzameling, de sortering of de terugwinning van onderdelen van afgedankte voertuigen, de demontage- en reinigingscentra voor afgedankte voertuigen en de centra voor de vernietiging van afgedankte voertuigen en de behandeling van ferro- en niet-ferro-metalen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2003 houdende integrale voorwaarden i.v.m. de containerparken voor huishoudelijke afvalstoffen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de containerparken voor huishoudelijke afvalstoffen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor de tijdelijke opslag op bouw- of sloopwerven van niet-gesorteerde afvalstoffen bedoeld in rubriek 45.92.01;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of sortering, voorbehandeling en behandeling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende statische transformatoren van elektriciteit met een nominaal vermogen van 1 500 kVA of meer;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of de sortering van afvalstoffen van klasse B1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of de sortering van afvalstoffen van klasse B1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of de sortering van afgewerkte oliën;

Overwegende dat artikel *3bis* van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, waarbij het begrip "bestaande woning" wordt vastgelegd, dient opgeheven te worden; dat die bepaling haar betekenis immers heeft verloren met de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten; dat het begrip "bestaande woning" voortaan in de voetnoten van de rubrieken landbouw wordt vastgelegd;

Overwegende dat het toepassingsgebied van rubriek 40.10.01.01.02 dient te worden bepaald om enkel betrekking te hebben op statische transformatoren met een nominaal vermogen van 1 500 kVA of meer die met een elektrische installatie zijn verbonden; bijgevolg zijn de statische transformatoren die niet verbonden zijn met een elektrische installatie (b.v. de opslag), niet ingedeeld;

Overwegende dat overeenkomstig rubriek 45.92.01, betreffende de "nodige installaties op bouw- of sloopwerven", de "tijdelijke opslag van afvalstoffen met uitzondering van de opslag van afvalstoffen die het voorwerp uitmaken van een sortering of van een scheiding tussen gevaarlijke, ongevaarlijke en inerte afvalstoffen" aan een aangifte is onderworpen; dat de formulering van deze bepaling problematiek is voor zover de hierboven onderstreepte woorden in tegenspraak zijn met het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor de tijdelijke opslag op bouw- of sloopwerven van niet gesorteerde afvalstoffen bedoeld in rubriek 45.92.01;

Overwegende dat de artikelen 10 en 11 van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 een sortering van afvalstoffen opleggen om de andere dan inerte afvalstoffen te isoleren; dat de uitbater van een bouw- of sloopwerf tegenover twee andersluidende bepalingen staat, de ene (rubriek 45.92.01) die enkel van toepassing is op zijn bedrijf indien hij zijn afvalstoffen niet sorteert, de andere (de integrale voorwaarden die overeenstemmen met deze rubriek) waarbij hij wordt verplicht diezelfde afvalstoffen te sorteren;

Overwegende dat, met het oog op een zorgvuldig beleid van de afvalstoffen op de werf, de onderstreepte woorden dienen opgeheven te worden om het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 op het geheel van de bij de rubriek 45.92.01 bedoelde bedrijven toe te passen, zelfs als de gevaarlijke, ongevaarlijke en inerte afvalstoffen op de werf worden gesorteerd;

Overwegende dat een nieuwe rubriek 61.20.03 dient toegevoegd te worden betreffende zeehandelshavens, met het land verbonden en buiten havens gelegen pieren voor lossen en laden (met uitzondering van pieren voor veerboten) die schepen van meer dan 1 350 ton kunnen ontvangen om punt 8 van bijlage I van Richtlijn 85/337/EG van de Raad van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten letterlijk om te zetten; dat die bedrijven dienen uitgesloten te worden uit het toepassingsgebied van rubriek 61.20.01 betreffende de aanleg van havens en haveninstallaties waar 25 schepen kunnen liggen, vissershavens inbegrepen;

Overwegende dat de toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan de tijdelijke opslag inhoudt van afvalstoffen die in aanmerking komen voor een terugnameplicht door de eindverkopers, verdelers, producenten of invoerders; dat de huidige rubriek 90.21 betreffende centra voor de samenbrenging en voor sortering van afvalstoffen zou kunnen worden toegepast op alle uitbaters die aan de terugnameplicht onderworpen afvalstoffen opslaan en, in geval van gevaarlijk geachte afvalstoffen, vanaf het eerste hergegroepeerd gram, het gebied onder klasse 2 zou vallen; dat het besluit van 25 april 2002 de eindverkopers precies identificeert die gebruikte goederen moeten overnemen meestal in geval van aankoop van nieuwe goederen, wat overeenstemt met de eerste stap van de ophaling, en met het oog op de valorisatie ervan; dat deze eindverkopers door de instellingen voor het beheer van de terugnameplichten worden gerepertorieerd en aan de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen) worden meegedeeld; dat de overnamebepalingen van de gebruikte goederen door deze specifieke regeling worden omkaderd; dat bijgevolg een wijziging in het opschrift van de rubriek 63.12.05 bijgevolg uitsluitend de eindverkopers betreft;

Overwegende dat rubriek 37 en de subrubrieken betreffende afvalstoffen momenteel onder het opschrift "Hergroepering, sortering, recuperatie van recyclebaar afvalstoffen" worden opgenomen en de rubrieken 90.21 onder het opschrift "Centrum voor de inzameling of de sortering van afvalstoffen bestemd voor de verwijdering"; dat dat onderscheid inhoudt dat men enerzijds te maken heeft met centra voor afvalstoffen bestemd voor verwijdering en, anderzijds, met centra voor afvalstoffen bestemd voor recycling;

Overwegende dat dat onderscheid niet beantwoordt aan de feitelijke activiteiten van installaties voor inzameling waar afvalstoffen bestemd voor de verwijdering alsook afvalstoffen bestemd voor de valorisering zich kunnen bevinden; dat een categorie van afvalstoffen bestemd voor verwijdering ooit in een categorie van afvalstoffen bestemd voor valorisering kan worden gewijzigd; dat in dat opzicht de rubrieken 37 met de rubrieken 90.2 dienen te worden samengevoegd en dit, met het oog op de samenhang, de vereenvoudiging en de leesbaarheid van bovenbedoeld besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002;

Overwegende dat, in deze optiek, verschillende rubrieken die geen drempel hadden nu er een bevatten terwijl voor anderen hun drempels werden gewijzigd en dit, om op de hierna nader bepaalde vereisten van het veld in te spelen;

Overwegende dat de drempels voor de installaties voor de verzameling niet meer in jaarlijkse behandelingscapaciteit dienen te worden bepaald maar in maximale tijdelijke opslagcapaciteit; dat de jaarlijkse behandelingscapaciteit immers een relevant criterium is om de omvang van de installatie voor de voorbehandeling, de valorisatie of de verwijdering van de afvalstoffen te schatten; dat het mogelijk is, ofwel op experimentele wijze, ofwel op grond van de plannen van de installatie, de maximumhoeveelheid afvalstoffen te bepalen die gedurende een tijdseenheid kunnen worden behandeld (uur, dag) en deze waarde daarna in jaarlijkse capaciteit om te zetten;

Overwegende dat het wel uiterst moeilijk is de omloopsnelheid van de afvalstoffen in te schatten als het gaat om de verzameling van afvalstoffen die in een installatie binnenkomen, die er een tijdje blijven, die eventueel opnieuw worden verpakt en, ten laatste, die naar een nieuwe bestemming worden verstuurd; dat deze omloopsnelheid grotendeels van de evolutie van de markt afhangt: hoeveelheden geproduceerde afvalstoffen, beschikbaarheid van de behandelingsstromen; dat dit criterium bij de aflevering van de milieuvergunning niet kan worden bepaald;

Overwegende dat, als de drempels van de installaties voor de verzameling op basis van de behandelingscapaciteit blijven worden vastgesteld, twee identieke installaties op verschillende wijzen zouden kunnen worden ingedeeld terwijl de gevolgen voor de opgeslagen hoeveelheden dezelfde zijn;

Overwegende dat kadavers van gezelschapsdieren categorie 1-materiaal zijn in de zin van artikel 4, § 1, punt iii), van Verordening (EG) nr. 1774/2002 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten; dat categorie 1-materiaal de belangrijkste risicoklasse is betreffende de veiligheid van de voedselketen; dat daarom moet worden bepaald dat de indeling van de kadavers van gezelschapsdieren in categorie 1 de productie van veevoeder uit deze kadavers moet voorkomen; dat het geenszins betekent dat deze kadavers systematisch gevaarlijk zijn voor de gezondheid; dat gezelschapsdieren die klinische verschijnselen van op mens of andere diersoorten overdraagbare ziekten vertonen (zoals rabiës) het voorwerp uitmaken van een verplichting tot kennisgeving en worden beheerd volgens zeer strenge voorschriften;

Overwegende dat, daarenboven, artikel 24, § 1, punt a) van Verordening 1774/2002 de bevoegde overheid (in dit geval, het Gewest) afwijking van de algemene bepalingen van artikel 4, § 2, verleent wat betreft het beheer van categorie 1-materiaal: "de kadavers van gezelschapsdieren kunnen rechtstreeks worden verwijderd door begraving";

Overwegende dat de organisatie van het beheer van de kadavers van gezelschapsdieren - buiten begraving - op een systeem gebaseerd is dat op aansporing van een private onderneming in mei 2002 tot stand is gebracht; dat verschillende erkende maatschappijen de kadavers met het geschikte materieel (bestelwagens + hermetische containers) bij particulieren of dierenartsen verzamelen die daarna in hermetisch gesloten plastic zakken worden geplaatst; dat deze kadavers bij dierenartsen in een diepvriezer worden opgeslagen; dat de verzameling door erkende maatschappijen regelmatig is en een dierenarts nooit in de normale praktijk een groot aantal kadavers opslaat; dat de kadavers daarna ofwel in crematoria voor gezelschapsdieren worden verbrand, ofwel door deze private onderneming worden overgenomen;

Overwegende dat de dierenartsen buiten het toepassingsgebied vallen van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 betreffende dierlijke afvalstoffen (dit betekent in het bijzonder dat ze niet moeten worden erkend als ophaler/vervoerder en het veterinair kabinet niet wordt erkend als een plaats voor de verzameling van dierlijke afvalstoffen); dat het gestelde probleem betrekking heeft op de huidige rubrieken 37.20.10.01 (indien men beschouwt dat het veterinair kabinet toch een verzamelingsplaats is) of 63.12.05.07 (indien men beschouwt dat het veterinair kabinet een plaats is voor de productie van afvalstoffen uit de activiteiten van de dierenarts) die naar het in artikel 4, § 1, van Verordening 1774/2002 bedoeld categorie 1-materiaal verwijzen; dat deze rubrieken aanleiding tot de indeling van de categorie in klasse 2 geven;

Overwegende dat de indeling, op grond van bovenvermelde gegevens, onredelijk en onbetamelijk geacht kan worden; dat er voorgesteld wordt de dierenartspraktijken buiten het toepassingsgebied van deze rubrieken te houden; dat dit geldt voor alle activiteitensectoren die niet bestemd zijn voor de opslag van kadavers van dieren maar om die tijdelijk te bewaren na hun dood; dat het gaat om rubrieken betreffende de installaties voor de teelt of het fokken die onder de landbouwsector vallen, daar het houden van dieren niet onder de landbouwsector, de dierentuinen en maneges valt; dat het beheer van deze afvalstoffen immers in de sectorale, integrale of bijzondere voorwaarden van deze installaties en activiteiten is voorzien;

Overwegende dat de containerparken, bestemd hoofdzakelijk voor de opslag van huishoudelijke afvalstoffen, ook afvalstoffen van K.M.O.'s en zelfstandigen zouden moeten kunnen ontvangen voor zover een nauwkeurige - maar van de stromen van huishoudelijk en professionele oorsprong verschillende - traceerbaarheid van de materiaalstromen wordt verzekerd en het beginsel van dekking door professionelen van de reële en volledige kosten van de door hen aangevoerde afvalstoffen moet worden verzekerd om gekruiste financiële stromen te voorkomen en om te verzekeren dat de toelagen verleend voor de aanleg en de uitbating van parken voor het specifiek beheer van huishoudelijke afvalstoffen daarvoor uitsluitend worden voorbehouden, overeenkomstig het besluit van 13 december 2007 betreffende de financiering van de afvalbeheersinstallaties (rubriek 90.21.12); dat de investeringskosten die in aanmerking moeten worden genomen, lager zullen zijn voor bestaande parken vanwege de reeds verrichte afschrijvingen; dat de integrale en sectorale voorwaarden bijgevolg worden aangevuld;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 2008 betreffende het beheer van de afvalstoffen uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen en de dekking van de desbetreffende kosten de verplichting voor de gemeenten invoert om een ophalingsdienst van afvalstoffen van cementasbest te plannen; dat de containerparken een wijze van ophaling zijn die ter beschikking van de gemeenten wordt gesteld; dat, om de opslag te vergemakkelijken, rekening houdend met de beschikbare ruimte in de containerparken, de opslag- en verpakkingwijze van de afvalstoffen van cementasbest moeten worden uitgebreid, met name rekening houdend met de criteria reeds toegepast bij het besluit 17 juli 2003 houdende integrale voorwaarden i.v.m. de werken voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken; dat de besluiten van 26 augustus 2003 houdende sectorale en integrale voorwaarden i.v.m. de containerparken voor huishoudelijke afvalstoffen op dat punt dienovereenkomstig worden aangevuld;

Overwegende dat het past om de indelingsdrempel van rubriek 90.21.13 betreffende de installaties voor de verzameling bestemd voor de selectieve inzameling van huisafvalstoffen te wijzigen door een aangifte in te dienen voor de instellingen met een opslagcapaciteit hoger dan of gelijk aan 3 t en lager dan of gelijk aan 5 t; dat de indeling van de installaties met een opslagcapaciteit lager dan 3 t in een lagere klasse gemotiveerd wordt door de vaststelling dat deze instellingen immers geen milieuhinder veroorzaken; dat deze instellingen, hoewel zij niet meer aan de regeling betreffende de milieuvergunning worden onderworpen, op het vlak van leefmilieu verder worden begeleid;

Overwegende dat de verpakkingafvalstoffen aan het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingafval worden onderworpen; dat dit samenwerkingsakkoord voorziet dat de verantwoordelijke voor de verpakking een erkende instelling kan gelasten met de uitvoering van zijn terugnameplicht; dat de erkenningsaanvraag, wanneer deze betrekking heeft op huishoudelijke afvalstoffen, volgens een model-overeenkomst in overeenstemming met de gewestelijke afvalstoffenplannen wordt opgesteld waarbij, onder andere, de milieuvorwaarden betreffende deze terugnameplicht worden vastgelegd; dat ten slotte de voorwaarden betreffende de inzameling van textiel in een besluit van de Waalse Regering houdende reglementering van de inzameling van textiel zullen worden bepaald;

Overwegende dat een nieuwe rubriek 90.21.15 moet worden ingevoegd in het ontwerp van besluit betreffende de installaties voor de verzameling of de sortering van afvalstoffen van cementasbest; dat deze gevaarlijke afvalstoffen weinig gevaar voor het leefmilieu opleveren; dat het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werken voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werken voor de isolatie van asbest immers een dubbele verpakking oplegt van deze hermetisch afgesloten afvalstoffen voorzien van het reglementair etiket dat de aanwezigheid van asbest aangeeft;

Overwegende dat een nieuwe rubriek 90.21.16 wordt aangevuld om meer bepaald de installaties voor de verzameling van uitgegraven gronden buiten de productiesite te beogen; dat bouwwerkzaamheden en saneringswerken van verontreinigde sites belangrijke hoeveelheden uitgegraven gronden veroorzaken; dat het in sommige situaties nodig is de gronden tijdelijk te kunnen verzamelen voor de afvoer ervan al naargelang de gevallen en hun kenmerken naar behandelingscentra of sites voor de valorisatie van afvalstoffen;

Overwegende dat de woorden "verzameling of de sortering" in de rubrieken 90.22.07 en 90.22.08 door het woord "voorbehandeling" moeten worden vervangen en dit, met het oog op het verhogen van de coherentie met de andere gebruikte woorden;

Overwegende dat de voormalige rubriek 37.10.02 betreffende installaties voor het hergroeperen, sorteren of recupereren van buiten gebruik gestelde voertuigen moet worden opgeheven; dat deze rubriek immers een overlapping vormt met rubriek 37.10.03 (nieuwe rubriek 90.22.14) betreffende de demontage- en reinigingscentra voor afgedankte voertuigen; dat rubriek 37.10.02 bijgevolg in de nieuwe rubriek 90.22.14 wordt ingevoegd;

Overwegende dat er voorgesteld wordt het woord "behandeling" in rubriek 90.23 te vervangen door de woorden "valorisatie en verwijdering"; dat deze woorden immers het voorwerp uitmaken van een wettelijke definitie bedoeld bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, wat niet het geval is met het begrip behandeling van afvalstoffen;

Overwegende dat rubriek 90.23.04.02 wordt gewijzigd om aan de voorschrift van punt 3 van bijlage I van Richtlijn 85/337/EEG betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particulieren projecten te beantwoorden; dat op grond van dit punt geen milieuvergunning van klasse 2 immers mag worden verkregen voor door de producent verwijderde gevaarlijke afvalstoffen; dat het ontwerp van besluit garandeert dat een effectenonderzoek wordt vereist voor elke installatie voor de verwijdering door chemische behandeling van gevaarlijke afvalstoffen en elke installatie voor de verwijdering door chemische behandeling van ongevaarlijke afvalstoffen, met een capaciteit van meer dan 100 t, bedoeld respectievelijk in punten 9 en 10 van bijlage 7 bij Richtlijn 85/337/EEG (rubrieken 90.23.14 en 90.23.04);

Overwegende dat het past een nieuwe rubriek betreffende de installaties voor biomethanisatie in te voegen in bovenbedoeld besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002; dat deze activiteit nu in rubriek 90.23.02 betreffende de behandeling van ongevaarlijke afvalstoffen is ingedeeld; dat de bij dat soort installatie betrokken actoren niettemin een grotere leesbaarheid en modelvoorwaarden wensen; dat het bovendien een stimulans kan zijn voor de ontwikkeling van deze activiteit (rubriek 90.23.15);

Overwegende dat de verhoging van de drempels van de rubrieken 90.23.01, 90.23.02 en 90.23.03 gerechtvaardigd is door de vaststelling van een gebrek aan samenhang met de rubrieken 90.22.01, 90.22.02 en 90.22.03 betreffende de voorbehandeling van deze afvalstoffen waarvoor de drempels respectievelijk op 200 000 t/jaar, 100 000 t/jaar en 100 000 t/jaar worden vastgesteld, wat betekent (in de veronderstelling dat een permanente activiteit over 200 werkdagen per jaar wordt gespreid) : 1 000 t/dag, 500 t/dag en 500 t/dag; dat de aanvankelijke drempel voor de rubrieken 90.23.01 en 90.23.02 bovendien niet zeer logisch was daar de drempel dezelfde is voor inerte en ongevaarlijke afvalstoffen;

Overwegende dat de rubrieken 90.23.11.01 en 90.23.11.02 betreffende de composteringsinstallaties (nieuwe rubriek 90.23.12) moeten worden gewijzigd door de maximale drempel van klasse 3 te verhogen van 100 m³ tot 500 m³; dat met deze wijziging wordt voorkomen dat landbouwondernemers die minder dan 500 m³ compost produceren, aan de procedure van behandeling van de aanvraag om een milieuvergunning en aan zware investeringen moeten worden onderworpen en dit, met het oog op samenhang met rubriek 01.49.01.03 (waarbij de drempel voor de opslag van meststoffen van de landbouwsector op 500 m³ voor klasse 3 wordt vastgesteld);

Overwegende dat de exploitatievoorwaarden in voorbereiding de stoffen zullen bepalen die in dat soort installatie kunnen worden gebracht; dat deze stoffen tot plantaardige afvalstoffen afkomstig van parken en tuinen, gemeenten, gezinnen en dierlijke mest worden beperkt; dat, wat betreft de landbouwbedrijven, aanvullende bepalingen worden voorzien om het goede gebruik van de compost te controleren ten opzichte van de problematiek van stikstof;

Overwegende dat het voor een drempel van 100 m³ als volgt kan worden berekend :

De vereiste duur om kwaliteitscompost te maken is ongeveer zes maanden. Twee productieloten per jaar kunnen dus worden aanvaard.

De hoeveelheid opgeslagen stof bedraagt maximum 100 m³.

De gewichtsvermindering van de tot compost verwerkte stoffen bedraagt 2/3.

Wegens de verschillende stappen van de compostering wordt de coëfficiënt 0,5 in aanmerking genomen om de jaarlijkse productie van compost te ramen.

De geproduceerde hoeveelheid compost (dichtheid 0,6 t/m³) is :

$100 \text{ m}^3 \times 2 \times 0,5 \times 0,6 \text{ t/m}^3 = 60 \text{ t}$ compost per jaar.

Stikstofgehalte : 1,5 % grondstof.

Overeenstemmende stikstofbeweging : $60 \text{ t} \times 0,015 = 0,9 \text{ t}$ stikstof of 900 kg N.

Toegestane verspreiding :

— in weiden : 230 kg/jaar;

— in teelten : 115 kg/jaar.

Overeenstemmende oppervlakten om de geproduceerde compost te verspreiden :

— in weiden : $900/230 = 3,913$ ha namelijk 4 ha;

— in teelten : $900/115 = 7,826$ ha namelijk 8 ha;

Overwegende dat deze cijfers aantonen dat de verspreidingsmogelijkheden dus beperkt zijn; dat ze met kleine landbouwbedrijven overeenstemmen; dat als de landbouwer de dierlijke mest van zijn landbouwexploitatie tot compost verwerkt, de opvangcapaciteit van bedrijfsvreemde plantaardige afvalstoffen evenveel zal worden beperkt daar de hoeveelheid stikstof die hij door compostering kan produceren in korte tijd zal worden bereikt; dat de landbouwer de dierlijke mest toch tot compost moet kunnen verwerken daar deze oplossing interessant is op landbouwkundig en op milieuvlak;

Overwegende dat de rentabiliteit van de installaties nog verre van gewaarborgd is; dat de investeringen immers enkel op kleine hoeveelheden zullen kunnen worden afgelost; dat de landbouwbedrijven van een zekere omvang die in compostering op de boerderij kunnen investeren, zullen worden benadeeld als de drempel van 100 m³ wordt bewaard; dat met een verhoging van de drempel tot 500 m³ zijn de verspreide oppervlakten, berekend met dezelfde veronderstellingen, 20 ha weiden en 40 ha teeltgronden bedragen, wat interessante mogelijkheden oplevert voor de meerderheid van de landbouwbedrijven;

Overwegende dat er een louter vormelijke wijziging in de subrubrieken 90.24 moet worden gebracht om ook betrekking te hebben op de meeverbrandingsinstallaties zoals bedoeld in het opschrift van rubriek 90.24;

Overwegende dat verschillende besluiten van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale en integrale voorwaarden betreffende het beheer van afvalstoffen op zuiver formele wijze moeten worden verbeterd en dit, met het oog op coherentie met de hierboven voorgestelde wijzigingen;

Overwegende dat het past het besluit te wijzigen van de Waalse Regering van 1 december 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende statische transformatoren van elektriciteit met een nominaal vermogen van 1 500 kVA of meer om gevolg te geven aan verschillende ontwikkelingen van de stof;

Gelet op het advies nr. 43.984/4 van de Raad van State, gegeven op 23 januari 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3bis van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, wordt opgeheven.

Art. 2. Rubriek 37 en de subrubrieken van bijlage II bij hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 3. In rubriek 40.10.01.01 worden de woorden "verbonden met een elektrische installatie" ingevoegd tussen de woorden "statische" en "van een".

Art. 4. In rubriek 45.92.01 worden de woorden "met uitzondering van de opslag van afvalstoffen die het voorwerp uitmaken van een sortering of een scheiding tussen gevaarlijke, ongevaarlijke en inerte afvalstoffen." worden opgeheven.

Art. 5. Het opschrift van rubriek 61.20.02 wordt aangevuld met de woorden "met uitzondering van de installaties bedoeld onder 61.20.03".

Art. 6. Rubriek 61.20.03 wordt toegevoegd als volgt :

Nummer - Installatie of activiteit	Klasse	EIEEIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
61 VERVOER OVER WATER						
61.2 BINNENVAART						
61.20 Binnenvaart						
61.20.03 Zeehandelshavens, met het land verbonden en buiten havens gelegen pieren voor lossen en laden (met uitzondering van pieren voor veerboten) die schepen van meer dan 1 350 ton kunnen ontvangen		X	DNF, MET-DG II			

Art. 7. Het opschrift van rubriek 63.12.05 wordt vervangen door het volgende opschrift: "Afalstoffen op het productiegebied of door de uitbater opgeslagen in het kader van een terugnameplicht van afvalstoffen krachtens het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan."

Art. 8. Rubriek 90.21 en de subrubrieken worden vervangen door wat volgt :

Nummer - Installatie of activiteit	Klasse	EIEEIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
90 SANERING, WEGENNET EN AFVALBEHEER						
90.2 AFVALSTOFFEN						
90.21 Centrum voor de inzameling of de sortering van afvalstoffen						
90.21.01 Installatie voor de inzameling of de sortering van inerte afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 6°, van het decreet 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen						
90.21.01.01 als de opslagcapaciteit lager is dan 30 t	3					
90.21.01.02 als de opslagcapaciteit hoger is dan 30 t	2		OWD			
90.21.02 Installatie voor de inzameling of de sortering van ongevaarlijke afvalstoffen met uitzondering van de installaties bedoeld onder 90.21.11, 90.21.12, 90.21.13 en 90.21.15						
90.21.02.01 als de opslagcapaciteit lager is dan 15 t	3					
90.21.02.02 als de opslagcapaciteit hoger is dan 15 t	2		OWD			
90.21.03 Installatie voor de inzameling of de sortering van huishoudelijke afvalstoffen, zoals bedoeld in artikel 2, 2, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en van afvalstoffen van klasse A zoals bedoeld in artikel 1, 4, van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de afvalstoffen van ziekenhuizen gezondheidszorgactiviteiten, met uitzondering van de installaties bedoeld onder 90.21.11			OWD			
90.21.04 Installatie voor de inzameling of de sortering van gevaarlijke afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 5°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met uitzondering van de installaties bedoeld onder 90.21.11, 90.21.13, 90.21.14 en 90.21.15			OWD			
90.21.04.01 als de opslagcapaciteit lager is dan 50 t	2					
90.21.04.02 als de opslagcapaciteit hoger is dan 50 t	1	X	OWD			
7. Installatie voor de inzameling of de sortering van afgewerkte oliën zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën met uitzondering van de installaties bedoeld onder 90.21.11			OWD			
90.21.05.01 als de opslagcapaciteit lager is dan 50 t	2					
90.21.05.02 als de opslagcapaciteit hoger is dan 50 t	1	X	OWD			
90.21.06 Installatie voor de inzameling of de sortering van PCB/PCT's zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 9 april 1992 betreffende de polychloorbifenilen en de polychloorterfenilen :			OWD			
90.21.06.01 als de opslagcapaciteit lager is dan 20 t	2					
90.21.06.02 als de opslagcapaciteit hoger is dan 20 t	1	X	OWD			
90.21.07 Installatie voor de inzameling of de sortering van dierlijke bijproducten van categorie 3 zoals bedoeld in artikel 6, § 1, punten a) tot k) van Verordening nr. 1774/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 3 oktober 2002 tot vaststelling van gezondheidsvorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten			OWD			
90.21.07.01 als de opslagcapaciteit lager is dan 300 t	2					
90.21.07.02 als de opslagcapaciteit hoger is dan 300 t	1	X	OWD			

Nummer - Installatie of activiteit	Klasse	EIEEIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
90.21.08 Installatie voor de inzameling of de sortering van dierlijke bijproducten van categorie 2 of 1 zoals bedoeld respectievelijk in artikel 5, § 1, punten b) tot g) en in artikel 4, § 1, punten a) tot d) en f) van Verordening nr. 1774/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 3 oktober 2002 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten met uitzondering van de dierenartsenpraktijken en van de installaties en activiteiten bedoeld onder 01.2, 01.3, 92.53.01 en 92.61.09.02 90.21.08.01 als de opslagcapaciteit lager is dan 50 t	2		OWD			
90.21.08.02 als de opslagcapaciteit hoger is dan 50 t	1	X	OWD			
90.21.09 Installatie voor de inzameling of de sortering van afvalstoffen van klasse B1 zoals bedoeld in artikel 1, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de afvalstoffen van ziekenhuis- en gezondheidszorgactiviteiten 90.21.09.01 als de opslagcapaciteit lager is dan 1 t	3					
90.21.09.02 als de opslagcapaciteit gelijk is aan 1 t of meer	2		OWD			
90.21.10 Installatie voor de inzameling of de sortering van afvalstoffen van klasse B2 zoals bedoeld in artikel 1, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de afvalstoffen van ziekenhuis- en gezondheidszorgactiviteiten 90.21.10.01 als de opslagcapaciteit lager is dan 250 kg	3					
90.21.10.02 als de opslagcapaciteit gelijk is aan 250 kg of meer	2		OWD			
90.21.11 Containerparken voor huishoudelijke afvalstoffen en, in voorkomend geval, voor afvalstoffen van K.M.O.'s, zoals bedoeld in artikel 2, 2°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met inbegrip van de opslag van speciale afvalstoffen van gezinnen; 90.21.11.01 met een oppervlakte lager dan 2 500 m ²	3					
90.21.11.02 met een oppervlakte hoger dan of gelijk aan 2 500 m ²	2		OWD			
90.21.12 Installatie voor de selectieve ophaling van huishoudelijke afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 2°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, zoals glasbollen, containers voor papier, karton, kunststoffen, kledingen,... 90.21.12.01 als de opslagcapaciteit hoger is dan of gelijk is aan 3 t en lager is dan of gelijk is aan 5 t	3					
90.21.12.02 als de opslagcapaciteit hoger is dan 5 t	2		OWD			
90.21.13 Installatie voor de inzameling of de sortering van afvalstoffen van elektrische of elektronische uitrustingen	2		OWD			
90.21.14 Installatie voor de inzameling of de sortering van afvalstoffen van cementasbest	2		OWD			
90.21.15 Installatie voor de inzameling van uitgegraven gronden buiten het productiegebied 90.21.15.01 als de opslagcapaciteit lager is dan 30 t	3					
90.21.15.02 als de opslagcapaciteit gelijk is aan 30 t of meer	2		OWD			

Art. 9. In het opschrift van rubriek 90.22 worden de woorden "en de recuperatie" ingevoegd tussen het woord "voorbehandeling" en het woord "van".

Art. 10. De rubrieken 90.22.07 en 90.22.08 worden vervangen door wat volgt :

Nummer - Installatie of activiteit	Klasse	EIEEIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
90 SANERING, WEGENNET EN AFVALBEHEER						
90.2 AFVALSTOFFEN						
90.22 CENTRUM VOOR DE VOORBEHANDELING EN DE RECUPERATIE VAN AFVALSTOFFEN						
90.22.07 Installatie voor de voorbehandeling van dierlijke bijproducten van categorie 3 zoals bedoeld in artikel 6, § 1, punten a) tot k) van Verordening nr. 1774/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 3 oktober 2002 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten, als de voorbehandelingscapaciteit : 90.22.07.01 lager is dan 100 000 t/jaar	2		OWD	2	2	

Nummer - Installatie of activiteit	Klasse	EIEEIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
90.22.07.02 hoger is dan of gelijk is aan 100 000 t/jaar	1	X	OWD	2	2	
90.22.08 Installatie voor de voorbehandeling van dierlijke bijproducten van categorie 2 of 1 zoals bedoeld respectievelijk in artikel 5, § 1, punten b) tot g) en in artikel 4, § 1, punten a) tot d) en f) van Verordening nr. 1774/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 3 oktober 2002 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten	1	X	OWD			

Art. 11. De rubrieken 90.22.14 en 90.22.15 worden toegevoegd als volgt :

Nummer - Installatie of activiteit	Klasse	EIEEIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
90.2 AFVALSTOFFEN						
90.22 CENTRUM VOOR DE VOORBEHANDELING EN DE RECUPERATIE VAN AFVALSTOFFEN						
90.22.14 Centrum voor de ontmanteling, de zuivering van afgedankte voertuigen ²⁰ en de recuperatie van stukken van afgedankte voertuigen ²⁰	2		OWD			
90.22.15 Centrum voor de vernietiging van afgedankte voertuigen ²⁰ en voor de voorbehandeling van ferro- en non-ferrometalen	2		OWD			

²⁰ Afgedankte voertuigen : elk voertuig dat niet meer gebruikt kan worden overeenkomstig zijn oorspronkelijke bestemming, met uitzondering van een voertuig dat het voorwerp uitmaakt van een gerechtelijk onderzoek en nog niet wordt vrijgegeven :

→ elk voertuig dat wegens de technische staat niet meer kan vliegen, op de openbare weg, op de spoorwegen of op de bevaarbare waterwegen, varen of rijden;

→ elk niet-ingeschreven voertuig.

Worden niet beschouwd als afgedankte voertuigen :

→ voertuigen die als verzamelobject bewaard worden in een speciaal daarvoor bestemd afgesloten lokaal;

→ voertuigen die uitsluitend bestemd zijn voor het vervoer op privé-wegen en werven;

→ voertuigen bestemd voor didactische activiteiten, tentoonstellingen of herdenkingen;

→ voertuigen van de tweedehandsmarkt.

Art. 12. Rubriek 90.23 en de subrubrieken worden vervangen door wat volgt :

Nummer - Installatie of activiteit	Klasse	EIEEIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
90 SANERING, WEGENNET EN AFVALBEHEER						
90.2 AFVALSTOFFEN						
90.23 Centrum voor de valorisatie of de verwijdering van afvalstoffen, met uitzondering van de verbrandingsinstallaties en de centra voor technische ingraving						
90.23.01 Installatie voor de valorisatie of de verwijdering van inerte afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 6°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met een behandelingscapaciteit			OWD	2	2	
90.23.01.01 lager dan 1 000 t/dag	2					
90.23.01.02 hoger dan of gelijk aan 1 000 t/dag	1	X	OWD	2	2	
90.23.02 Installatie voor de valorisatie of de verwijdering van ongevaarlijke afvalstoffen, met uitzondering van de composteer- en biomethaniseringsinstallaties en van de installaties bedoeld onder 90.23.03 en 90.23.14, met een behandelingscapaciteit			OWD	2	2	
90.23.02.01 lager dan 500 t/dag	2					
90.23.02.02 hoger dan of gelijk aan 500 t/dag	1	X	OWD	2	2	
90.23.03. Installatie voor de verwijdering van ongevaarlijke afvalstoffen door chemische behandeling zoals bedoeld in bijlage II, punt D9 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met een capaciteit hoger dan 100 t/dag	1	X	OWD			

Nummer - Installatie of activiteit	Klasse	EIEEIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
90.23.04 Installatie voor de valorisatie of de verwijdering van huishoudelijke afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 2°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met uitzondering van de composteer- en biomethaniseringsinstallaties, met een behandelingscapaciteit 90.23.04.01 lager dan 500 t/dag	2		OWD			
90.23.04.02 hoger dan of gelijk aan 500 t/dag	1	X	OWD			
90.23.05 Installatie voor de valorisatie of de verwijdering van gevaarlijke afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 5°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met uitzondering van de installaties bedoeld onder 90.23.14	1	X	OWD			
90.23.06 Installatie voor de valorisatie of de verwijdering van afgewerkte oliën, zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën	1	X	OWD			
90.23.07 Installatie voor de verwijdering van PCB/PCT's zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de polychloorbifenilen en de polychloorterfenilen	1	X	OWD			
90.23.08 Installatie voor de valorisatie of de verwijdering van dierlijke bijproducten van categorie 3 zoals bedoeld in artikel 6, § 1, punten a) tot k) van Verordening nr. 1774/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 3 oktober 2002 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten, met uitzondering van de composteer- en de biomethaniseringsinstallaties, als de behandelingscapaciteit 90.23.08.01 lager is dan 100 t/dag	2		OWD			
90.23.08.02 hoger is dan of gelijk is aan 100 t/dag	1	X	OWD			
90.23.09 Installatie voor de valorisatie of de verwijdering van dierlijke bijproducten van categorie 2 of 1 zoals bedoeld respectievelijk in artikel 5, § 1, punten b) tot g) en in artikel 4, § 1, punten a) tot d) en f) van Verordening nr. 1774/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 3 oktober 2002 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten, met uitzondering van de composteer- en de biomethaniseringsinstallaties	1	X	OWD			
90.23.10 Installatie voor de valorisatie of de verwijdering van afvalstoffen van klasse A zoals bedoeld in artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de afvalstoffen van ziekenhuis- en gezondheidszorgactiviteiten, met uitzondering van de composteer- en biomethaniseringsinstallaties	2		OWD			
90.23.11 Installatie voor de valorisatie of de verwijdering van afvalstoffen van klasse B1 zoals bedoeld in artikel 1, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de afvalstoffen van ziekenhuis- en gezondheidszorgactiviteiten	2		OWD			
90.23.12 Composteerinstallatie als de hoeveelheid opgeslagen materiaal 90.23.12.01 hoger is dan of gelijk is aan 10 m ³ en lager is dan of gelijk is aan 500 m ³	3					
90.23.12.02 hoger is dan 500 m ³ en lager is dan of gelijk is aan 40 000 m ³	2		OWD			
90.23.12.03 hoger is dan of gelijk is aan 40 000 m ³	1	X	OWD			
90.23.13 Installatie voor de valorisatie of de verwijdering van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden zoals bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden, waarvan de behandelingscapaciteit 90.23.13.01 lager is dan 100 t/dag	2		OWD			
90.23.13.02 hoger is dan of gelijk is aan 100 t/dag	1	X	OWD			
90.23.14 Installatie voor de valorisatie of de verwijdering van elektrische of elektronische afvalstoffen	2		OWD			
90.23.15 Biomethaniseringsinstallatie						

Nummer - Installatie of activiteit	Klasse	EIEEIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
90.23.15.01 voor de behandeling van dierlijke bijproducten in de zin van artikel zoals bedoeld in artikel 6, eerste lid, punten a) tot k) van het Reglement nr. 1774/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 3 oktober 2002 tot vaststelling van gezondheidsmaatregelen, als de behandelingscapaciteit 90.23.15.01.01 lager is dan of gelijk is aan 100 t/dag	2		OWD			
90.23.15.01.02 hoger is dan 100 t/dag	1	X	OWD			
90.23.15.02 voor de behandeling van andere afvalstoffen dan dierlijke bijproducten, met name afvalstoffen van plantaardige oorsprong en slib uit zuiveringsstations,..., als de behandelingscapaciteit 90.23.15.02.01 lager is dan of gelijk is aan 500 t/dag	2		OWD			
90.23.15.02.02 hoger is dan 500 t/dag	1	X	OWD			

Art. 13. In de subrubrieken 90.24 worden de woorden "en de coverbranding" ingevoegd na de woorden "installatie voor de verbranding".

Art. 14. In het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de installaties voor de verzameling en de sortering van recycleerbare metaalhoudende afvalstoffen, voor de installaties voor de verzameling, de sortering of de terugwinning van onderdelen van afgedankte voertuigen, de demontage- en reinigingscentra voor afgedankte voertuigen en de centra voor de vernietiging van afgedankte voertuigen en de behandeling van ferro- en niet-ferro-metalen, vervalt het woord "recycleerbaar".

Art. 15. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden "37.10.01, 37.10.02, 37.10.03 en 37.10.04" vervangen door de woorden "90.21.02.02 wat betreft metaalhoudende afvalstoffen, 90.22.14 en 90.22.15".

Art. 16. In artikel 40 van hetzelfde besluit worden de woorden "37.10.02 en 37.10.03" vervangen door de woorden "90.22.14".

Art. 17. In artikel 78 van hetzelfde besluit wordt het woord "37.10.04" vervangen door het woord "90.22.15".

Art. 18. In artikel 46 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in punt 1 vervallen de woorden "19bis, § 3";

2. er wordt een punt 8° toegevoegd, luidend als volgt :

« 8° artikel 19bis, § 3, is enkel vanaf de eerste periodieke controle van toepassing op de bestaande inrichtingen. »

Art. 19. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de containerparken voor huishoudelijke afvalstoffen wordt het woord "37.20.05.02" vervangen door het woord "90.21.11.02".

Art. 20. In hetzelfde besluit, na artikel 33, wordt een vierde afdeling toegevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 4. — Afvalstoffen van de K.M.O.'s

Art. 33bis. Als het containerpark afvalstoffen van K.M.O.'s ontvangt, maken de afvalstoffen bij hun binnenkomst in het park het voorwerp uit van een specifieke identificatie van de hoeveelheid en de aard, per onderneming.

De kostprijs van het beheer van deze afvalstoffen, met inbegrip van de investeringskosten en de werkingskosten van het containerpark, subsidies inbegrepen, wordt integraal doorgerekend aan de professionelen of, in de gevallen voorzien door de wet, aan de terugnameplichtigen. »

Art. 21. In artikel 39 worden, vóór de woorden "uitsluitend voor deze laatste voorbehouden", de woorden "of een duidelijk afgebakende ruimte" toegevoegd. Het artikel wordt aangevuld als volgt : "Een paneel bepaalt de vereiste procedure en conditionering voor de opslag van asbestcement. Als het asbestcement in kleine zakken wordt verpakt en opgeslagen, moet de uitbater de nodige maatregelen nemen om te voorkomen dat de particulieren de materialen van tevoren breken, met name door het plaatsen van containers die groot genoeg zijn, door het vergemakkelijken van de opslag van deze afvalstoffen, en door het geven van passende aanbevelingen. De zakken hebben een dubbele wand, waarvan de binnenwand in doorzichtig polyethyleen is (dikte van minstens 80 µm) en waarvan de buitenwand in gevlochten polypropyleen is (dikte hoger dan 200 µm of waarvan de wand bestaat uit bandjes in gewassen polypropyleen van minimum 100 g/m²). De zakken en de containers worden van een merkteken voorzien zodat de aard, de samenstelling, de hoeveelheid en de gevaarlijkheid van de afvalstoffen kunnen worden herkend.

Art. 22. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de containerparken voor huishoudelijke afvalstoffen, wordt het woord "37.20.05.01" vervangen door het woord "90.21.11.01".

Art. 23. In hetzelfde besluit, na artikel 33, wordt een vierde afdeling toegevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 4. — Afvalstoffen van de K.M.O.'s

Art. 33bis. Als het containerpark afvalstoffen van K.M.O.'s ontvangt, maken de afvalstoffen bij hun binnenkomst in het park het voorwerp uit van een specifieke identificatie van de hoeveelheid en de aard, per onderneming.

De kostprijs van het beheer van deze afvalstoffen, met inbegrip van de investeringskosten en de werkingskosten van het containerpark, subsidies inbegrepen, wordt integraal doorgerekend aan de professionelen of, in de gevallen voorzien door de wet, aan de terugnameplichtigen. »

Art. 24. In artikel 16 van hetzelfde besluit wordt het laatste lid gewijzigd als volgt :

« Als het containerpark de afvalstoffen in asbestcement aanvaardt, wordt een bord aangebracht voor de container of de ruimte die uitsluitend voor de opslag daarvan bestemd is. Dit bord geeft de procedure en de conditionering aan voor de opslag van asbestcement. Als het asbestcement in kleine zakken wordt verpakt en opgeslagen, moet de uitbater de nodige maatregelen nemen om te vermijden dat de particulieren de materialen van tevoren breken, met name door het plaatsen van afvalbakken die groot genoeg zijn, door het vergemakkelijken van de opslag van deze afvalstoffen, en door het geven van passende aanbevelingen. De zakken hebben een dubbele wand, waarvan de binnenwand in

doorzichtig polyethyleen is (dikte van minstens 80 µm) en waarvan de buitenwand in gevlochten polypropyleen is (dikte hoger dan 200 µm of waarvan de wand bestaat uit wandjes in gewast polypropyleen van minimum 100 g/m²). De zakken en de containers worden van een merkteken voorzien zodat de aard, de samenstelling, de hoeveelheid en de gevaarlijkheid van de afvalstoffen kunnen worden herkend. »

Art. 25. In hetzelfde besluit, na artikel 33, wordt een vierde afdeling toegevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 4. — Afvalstoffen van de K.M.O.'s

Art. 33bis. Als het containerpark afvalstoffen van K.M.O.'s ontvangt, maken de afvalstoffen bij hun binnenkomst in het park het voorwerp uit van een specifieke identificatie van de hoeveelheid en de aard, per onderneming.

De kostprijs van het beheer van deze afvalstoffen, met inbegrip van de investeringskosten en de werkingskosten van het containerpark, subsidies inbegrepen, wordt integraal doorgerekend aan de professionelen. »

Art. 26. In het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor de tijdelijke opslag op bouw- of sloopwerven van niet-gesorteerde afvalstoffen bedoeld in rubriek 45.92.01, vervallen de woorden "niet-gesorteerde".

Art. 27. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of sortering, voorbehandeling en behandeling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA), worden de woorden "37.10.05, 37.20.12" vervangen door de woorden "90.21.13.02".

Art. 28. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende statische transformatoren van elektriciteit met een nominaal vermogen van 1500 kVA of meer, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2, worden de woorden "van het publiek" ingevoegd tussen de woorden "blootstelling" en "aan";

2° in punt 5, worden de woorden "lokaal of afstands-" ingevoegd voor de woorden "controlesysteem" en "per";

3° punt 7° vervalt.

Art. 29. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. Onverminderd de artikelen R.90 en R.153 tot R.173 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en de bepalingen van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, is elke transformator met een vloeibare diëlektrische isolatie uitgerust met een voorziening voor de opvang van het gezamenlijke volume van de vloeibare diëlektrische isolatie in de transformator in geval van lekkage of elektrisch ongeval. Als de retentievoorziening een kuip is, is ze vervaardigd uit materialen die lekvrij en scheikundig inert zijn t.o.v. de vloeibare diëlektrische isolatie.

Als de inrichting wordt uitgerust met kuipen voor meer dan een transformator, is de nuttige opvangcapaciteit van elk van de kuipen minstens gelijk aan de capaciteit van de grootste container van vloeibare diëlektrische isolatie die ingezameld zou kunnen worden.

Als de kuip geschikt is voor de retentie van regen- of afvloeiend water, wordt ze uitgerust met een passief systeem dat het wegvloeiën van elektrolytische stoffen in openbare riolen of in het milieu voorkomt. »

Art. 30. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "wint de exploitant het advies in van de territoriaal bevoegde brandweerdienst i.v.m." worden vervangen door de woorden "stelt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst in kennis van";

2° de woorden "te treffen" worden vervangen door het woord "getroffen";

3° de woorden "aan te brengen" worden vervangen door het woord "aangebrachte".

Art. 31. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 7bis, luidend als volgt :

« Art. 7bis. De exploitant zorgt voor een regelmatige visuele controle om elke roestvorming op het hulsel van de transformator op te sporen en te verwijderen. »

Art. 32. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

8° in punt 2° worden de woorden "opvangvoorziening of van een berschermingssysteem" vervangen door de woorden "retentievoorziening overeenkomstig artikel 4";

2° punt 4° wordt opgeheven.

Art. 33. De vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels en voorwaarden van kracht op de datum van indiening van de aanvraag voor de artikelen 2 tot 12.

Art. 34. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering of de sortering van afvalstoffen van klasse B1, worden de woorden "37.20.11.02" vervangen door de woorden "90.21.11.01".

Art. 35. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering of de sortering van afvalstoffen van klasse B1, worden de woorden "37.20.11.02" vervangen door de woorden "90.21.11.02".

Art. 36. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de hergroepering of de sortering van afgewerkte oliën, worden de woorden "37.20.08" vervangen door de woorden "90.21.08".

Art. 37. De vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels en voorwaarden van kracht op de datum van indiening van de aanvraag voor de artikelen 2 tot 12, met uitzondering van artikel 4.

Art. 38. Artikel 4 van dit besluit is van toepassing drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

De artikelen 13 tot 35 zijn van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra dit besluit in werking treedt.

Art. 39. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN